

**3,00 F**

Algérie, 1,20 fr.; Maroc, 1,50 dir.; Tunisie, 1,80 gr.;  
Allemagne, 1,30 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique, 15 fr.;  
Canada, 5 DLS; Chili-Pérou, 180 F CFA;  
Danemark, 4 kr.; Espagne, 80 pes.; Grande-  
Bretagne, 30 p.; Grèce, 30 p.; Iran, 70 r.;  
Italie, 300 L.; Liban, 475 p.; Luxembourg, 15 fr.;  
Norvège, 1,50 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal,  
27 esc.; Suède, 180 F CFA; Suède, 3 kr.;  
Suisse, 120 fr.; U.S.A., 50 c.; Yougoslavie, 20 din.

Tarif des abonnements page 4

**5. RUX DES ITALIENS**  
7527 PARIS CDEKX  
C.C.P. 6507-23 Paris  
Téléx Paris no 654372

TEL. : 246-72-23

**Directeur : Jacques Fauvet**

de moi d'ici trois semaines ? » (Lire la suite page 6.)

(Lire la suite page 2.)

**ROLAND DELCOUR.**  
(Lire la suite page 4.)

Propos recueillis par  
**COLETTE GODARD.**  
(Lire la suite page 18.)

Propos recueillis par  
**COLETTE GODARD.**  
*(la suite page 10.)*



## Les déclarations du prince Sihanouk

d'Etat laissait passer sans de-  
fense des informations publiques  
par la presse américaine. Les  
services de Washington entendaient  
renforcer ses contacts avec les  
opposants coréens. C'était la  
veille des manifestations à Pusan  
des Américains. Ils ont poussé les  
Coréens à agir et à évacuer Port d'une  
manière ou d'une autre ?

Il est évident que les Améri-  
cains ne pouvaient pas se passer  
de leurs services de renseignements,  
liés à la K.C.I.A. et à la K.C.S.I.  
des tensions politiques qui se  
manifestaient en Corée du Sud  
et des risques d'un conflit avec  
la Corée du Nord en octobre.

Washington, comme l'a ad-  
mis devant nous un diplomate  
américain, savait en outre que  
des divergences de vues existaient  
entre les Américains pour entre la  
présidence et une partie de  
l'armée.

M. Kim Jee-Kyu était, selon  
l'ancien correspondant du « New  
York Times » à Séoul, un homme  
qui avait la confiance des Améri-  
cains. Il avait d'ailleurs été placé  
à la tête de la K.C.I.A. au  
lendemain du soulèvement des  
étudiants versé par Séoul à des  
politiciens américains, pour  
améliorer les relations entre  
Washington et les services de  
renseignements sud-coréens.  
Il était d'origine, d'autre part,  
général infiltré par des agents  
travaillant pour la C.I.A. améri-  
caine : en juin 1978, plusieurs  
membres de la K.C.I.A. avaient  
été arrêtés par les autorités  
sud-coréennes avec les Américains

# L'imbroglione

d'Etat laissait passer sans de-  
fense des informations publiques  
par la presse américaine. Les  
services de Washington entendaient  
renforcer ses contacts avec les  
opposants coréens. C'était la  
veille des manifestations à Pusan  
des Américains. Ils ont poussé les  
Coréens à agir et à évacuer Port d'une  
manière ou d'une autre ?

Il est évident que les Améri-  
cains ne pouvaient pas se passer  
de leurs services de renseignements,  
liés à la K.C.I.A. et à la K.C.S.I.  
des tensions politiques qui se  
manifestaient en Corée du Sud  
et des risques d'un conflit avec  
la Corée du Nord en octobre.

Washington, comme l'a ad-  
mis devant nous un diplomate  
américain, savait en outre que  
des divergences de vues existaient  
entre les Américains pour entre la  
présidence et une partie de  
l'armée.

M. Kim Jee-Kyu était, selon  
l'ancien correspondant du « New  
York Times » à Séoul, un homme  
qui avait la confiance des Améri-  
cains. Il avait d'ailleurs été placé  
à la tête de la K.C.I.A. au  
lendemain du soulèvement des  
étudiants versé par Séoul à des  
politiciens américains, pour  
améliorer les relations entre  
Washington et les services de  
renseignements sud-coréens.  
Il était d'origine, d'autre part,  
général infiltré par des agents  
travaillant pour la C.I.A. améri-  
caine : en juin 1978, plusieurs  
membres de la K.C.I.A. avaient  
été arrêtés par les autorités  
sud-coréennes avec les Américains

## Les déclarations du prince Sihanouk

d'Etat laissait passer sans de-  
fense des informations publiques  
par la presse américaine. Les  
services de Washington entendaient  
renforcer ses contacts avec les  
opposants coréens. C'était la  
veille des manifestations à Pusan  
des Américains. Ils ont poussé les  
Coréens à agir et à évacuer Port d'une  
manière ou d'une autre ?

Il est évident que les Améri-  
cains ne pouvaient pas se passer  
de leurs services de renseignements,  
liés à la K.C.I.A. et à la K.C.S.I.  
des tensions politiques qui se  
manifestaient en Corée du Sud  
et des risques d'un conflit avec  
la Corée du Nord en octobre.

Washington, comme l'a ad-  
mis devant nous un diplomate  
américain, savait en outre que  
des divergences de vues existaient  
entre les Américains pour entre la  
présidence et une partie de  
l'armée.

M. Kim Jee-Kyu était, selon  
l'ancien correspondant du « New  
York Times » à Séoul, un homme  
qui avait la confiance des Améri-  
cains. Il avait d'ailleurs été placé  
à la tête de la K.C.I.A. au  
lendemain du soulèvement des  
étudiants versé par Séoul à des  
politiciens américains, pour  
améliorer les relations entre  
Washington et les services de  
renseignements sud-coréens.  
Il avait dû, d'autre part, ré-  
gèrement infiltrer par des agents  
travaillant pour la C.I.A. améri-  
caine : en juin 1978, plusieurs  
membres de la K.C.I.A. avaient  
été tués lors d'un attentat à  
la bombe avec les Américains

## La France accueillera davantage de réfugiés khmers

## LES ORGANISATIONS DE SECOURS

● Le Comité « Du riz pour le Cambodge », 2, allée Laplace, 96150 Taverny, C.C.P. 3791 02 Y Paris.

le Conseil de sécurité des Nations unies a condamné vendredi 2 novembre l'agression commise par Patrice du Sud

Grande-Bretagne et France  
le Conseil de sécurité des Na-  
tions unies a condamné ver-  
dredi 2 novembre l'agres-  
sion commise par Patrice du Su-

Québec pour défendre l'unité nationale, et que si « une majorité irrésistible » votait « oui » au référendum québécois.

# S LE MONDE

Québec pour défendre l'unité nationale, et que si « une majorité irrésistible » votait « oui » au référendum québécois.

seurs tchécoslovaques d  
droits de l'homme, d'annu  
la visite que devait faire  
Prague, en novembre, le so

ils avaient présenté sans succès une cinquantaine de demandes d'émigration en R.F.A. pour eux et leurs deux enfants.

1113

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

100



## AMÉRIQUES

### Bolivie

# Le président déchu forme un gouvernement clandestin

Le calme était revenu en Bolivie, le samedi 3 novembre, après le coup d'État du 1<sup>er</sup> novembre, qui avait fait une dizaine de morts. L'activité économique, paralysée par l'ordre de grève générale lancé par la Centrale ouvrière (COB), avait repris. Le colonel Alberto Natusch Busch, qui s'est proclamé président de la République, a formé un gouvernement composé de militaires et de civils. Ceux-ci, membres du Mouvement nationaliste

révolutionnaire, la principale formation du pays, ont été condamnés par les dirigeants de leur parti. Une résistance civile s'organise, d'autre part, autour du président déposé, M. Walter Guevara, qui a formé un gouvernement dans la clandestinité. Partis et syndicats se sont rassemblés en un comité de défense de la démocratie.

Cependant, les États-Unis ont décidé de

leur côté de suspendre une partie de leur assistance à la Bolivie. Ils ne maintiendront que leur aide alimentaire d'une valeur d'environ 25 millions de dollars, soit la moitié du montant antérieur.

Au Venezuela — membre, comme la Bolivie, du pacte andin — on se montre très irrité des événements de Bolivie, comme nous l'indique notre envoyé spécial à Caracas.

### LE COLONEL BUSCH : un proche du général Banzer

Le colonel Alberto Natusch Busch, âgé de quarante-six ans, instigateur du coup d'État militaire du 1<sup>er</sup> novembre et nouveau président de la République, est né dans le nord-est du pays. Il a suivi des études dans plusieurs écoles militaires boliviennes et étrangères.

Dans les années 70, il était considéré comme un des dirigeants du Mouvement des jeunes officiers boliviens. En 1974, le président de l'époque, le général Hugo Banzer, le fit entrer dans son cabinet comme secrétaire d'État à l'Agriculture et aux questions paysannes, poste qu'il occupa jusqu'en 1978.

Après le coup d'État du général Juan Pereda, le 21 juillet 1978, il fut nommé commandant du collège militaire de l'armée.

firmé son appui au président constitutionnel, M. Walter Guevara. Ce dernier, qui a formé un gouvernement clandestin, ne semble guère en mesure de faire respecter la légitimité démocratique.

L'armée paraît s'être ralliée, dans son ensemble, au nouveau régime. Le général David Padilla, chef d'état-major, qui avait tenté de résister, a été démis de ses fonctions et remplacé par un militaire favorable aux putschistes, le général Victor Castillo.

L'état de siège permet aux autorités militaires d'interdire toute manifestation et réunion politique, ainsi que le recours à la grève. La résistance commencerait cependant à s'organiser autour du dirigeant syndical, M. Juan Lechin. Un Comité de défense de la démocratie, qui réunit la totalité des partis de gauche et du centre, a été formé le 1<sup>er</sup> novembre.

DOMINIQUE DHOMBRES.

### Brésil

## UN SCANDALE QUI DURE DEPUIS TREIZE ANS

### Le trafic et la contrebande de sang humain au profit de laboratoires internationaux

Rio-de-Janeiro (A.F.P.). — Le 16 avril dernier, à Teresopolis, dans les environs de Rio-de-Janeiro, on découvrait, à son domicile, le corps de Hamilton Almeida de Souza, étudiant de cinquième année de médecine, étranglé avec un « brassard », appareil destiné à mesurer la tension artérielle. Le fait fut présenté dans la presse comme un suicide inépuisable, et donc comme un fait divers exceptionnel.

Mais les camarades de faculté de Hamilton ne croient pas à la version du suicide. Hamilton Almeida de Souza, l'un des responsables syndicaux de la faculté, enquêtait depuis plusieurs mois, pour son propre compte, sur l'implication de certaines personnalités du monde médical dans le trafic et la contrebande de sang humain au profit de laboratoires multinationaux.

Des intérêts, se chiffrent par centaines de milliers de dollars, sont en jeu dans le trafic et la contrebande de sang humain au Brésil, où ce commerce illégal est facilité par une législation déficiente et l'absence quasi totale de contrôle. Une politique nationale du sang a été approuvée en 1969, mais elle est restée, jusqu'à présent, lettre morte. Ce n'est que très récemment que le gouvernement a décidé la création d'un service officiel d'hématothérapie. En attendant, n'importe qui pouvant disposer de la collaboration d'un médecin, même sans spécialité ni expérience, peut ouvrir et exploiter une banque de sang.

Il existe ainsi, au Brésil sept cents banques de sang, dont la plupart opèrent sans contrôle et dans des conditions d'hygiène extrêmement précaires. Elles achètent le sang de pauvres héros dont c'est, fréquemment, le seul revenu, pour un prix dérisoire. Elles le revendent à des laboratoires ou à des réseaux de contrebande, avec des marges bénéficiaires de 5 000 à 10 000 %. L'un des pivots du trafic international du sang se situerait en Afrique du Sud.

Ce scandale, qui dure depuis treize ans, a pris des dimensions actuelles à la faveur de l'accroissement de la demande de sang à des fins industrielles.

Au Brésil, ce sont des laboratoires allemands qui disposent du quasi-monopole de la fabrication et de la commercialisation des dérivés industriels de sang. En l'absence de toute organisation officielle, la matière première est fournie par des

### Files d'attente

Ils sont des milliers dans le cas de Julio Cesar, qui font chaque jour des files d'attente dans les banques de sang. Parmi eux, un reporter du quotidien de Rio O Globo a rencontré des alcooliques, des cardiaques, des personnes au congé de maladie et des mineurs. Le journaliste affirme que, dans certaines banques de sang, on ne relève même pas l'identité du donneur, qu'on utilise plusieurs fois les mêmes seringues et que la personne chargée des prélèvements distribue l'argent aux donneurs sans même se laver les mains entre deux prises.

## AFRIQUE

### Algérie

## M. Brzezinski s'est entretenu avec le président Chadli Bendjedid

De notre correspondant

Alger. — M. Brzezinski, conseiller de M. Carter pour les problèmes de sécurité et chef de la délégation américaine venue assister aux cérémonies organisées pour le vingt-cinquième anniversaire du soulèvement armé entre-tenu vendredi 2 novembre avec le président Chadli Bendjedid. L'entretien, a précisé un porte-parole américain, s'est déroulé dans un climat amical. Les deux interlocuteurs, a-t-il dit, ont eu une complète explication sur les positions respectives de leurs gouvernements. M. Brzezinski a remis à son hôte une lettre de félicitations de M. Carter et lui a offert une copie sur une plaque d'argent massif de la déclaration d'indépendance algérienne.

Dans les milieux proches de la délégation des États-Unis, on manifestait dans la soirée, la volonté de « dramatiser » cette rencontre et de la situer dans le cadre global des relations algéro-américaines. Celles-ci ont été

altérées ces dernières semaines par la décision de la Maison Blanche de livrer des armes à Rabat. Les États-Unis indiquent cependant du côté américain, n'ont pas l'intention de jouer au rôle qu'on leur a attribué, de servir d'intermédiaire ou de suggérer une solution. Washington estime que la solution du conflit ne peut être que politique et donc négociée. C'est ce que M. Brzezinski avait expliqué au président Bendjedid.

« ENTRE LA FRANCE ET L'ALGÉRIE DOIT SE DÉVELOPPER UN DIALOGUE CONFIAIT ET AMICAL », écrit M. Giscard d'Estaing au chef de l'État.

M. Giscard d'Estaing a adressé le télégramme suivant au président Chadli à l'occasion de la fête nationale algérienne :

« J'adresse à Votre Excellence, en mon nom personnel et au nom du gouvernement français mes sincères félicitations et mes vœux les meilleurs pour votre bonheur personnel ainsi que pour la prospérité du peuple algérien. »

« Entre la France et l'Algérie doit se développer le dialogue confiant et amical qu'appellent leurs multiples liens et une volonté commune de renforcer les solidarités au sein de la communauté internationale. Je ne doute pas que la coopération entre nos deux pays y trouve une impulsion nouvelle conforme à leur intérêt respectif et aux vœux de leurs peuples. »

M. Lucien Bitterlin, président de l'association de solidarité franco-arabe, s'élève dans un communiqué contre la décision de FR3 de reporter d'une semaine la diffusion de l'interview du président Chadli Bendjedid, initialement programmée le 2 novembre. M. Bitterlin a protesté vigoureusement contre cette atteinte à la liberté d'opinion, et a déclaré que cette modification du programme est due à des pressions de la part de tel ou tel nostalgique d'un passé à jamais révolu. Céder au chantage ou aux menaces des adversaires de la politique étrangère de la France concernant les relations avec l'Algérie, conclut-il, constituerait une erreur grave qui peut être préjudiciable aux nouveaux rapports d'amitié et de coopération qui se tissent entre les deux pays.

### LE MONDE

merci chaque jour de la disposition de ses lecteurs des articles d'Actualités Immobilières. Vous y trouverez peut-être LA MAISON que vous recherchez.

### EN UN SIÈCLE ET DEMI

## Près de deux cents coups d'État ou soulèvements militaires

Près de deux cents coups d'État, soulèvements et autres prononcements ont émaillé les cent cinquante-cinq ans de vie politique indépendante de la Bolivie. Le colonel Natusch Busch est le cinquième-troisième successeur de Simon Bolívar.

La révolution sanglante de 1952 portait au pouvoir le Mouvement nationaliste révolutionnaire (M.N.R.), d'inspiration populiste, qui décréta de nombreuses réformes sociales. Le M.N.R. évolua vers le conservatisme et, en 1964, un coup d'État militaire obligea le président Paz Estenssoro, leader du M.N.R., à démissionner. Quinze années de régime militaire ont suivi, interrompues le 8 août dernier par le bref intermède civil du président Walter Guevara.

### 1964

6 NOVEMBRE. — Le général René Barrientos, vice-président de la République, devient chef de la Junte militaire.

### 1966

4 JUILLET. — Le général Barrientos est élu président de la République.

### 1969

27 AVRIL. — Le général Barrientos trouve la mort dans un accident d'hélicoptère. Le vice-président, M. Adolfo Siles Salinas, du parti social-démocrate, devient chef de l'État.

26 SEPTEMBRE. — Le président Siles Salinas est renversé par un coup d'État. Le général Ovando, commandant en chef des forces armées, devient président de la nouvelle Junte. Il nationalise la Bolivian Gulf Oil Company, filiale de la Gulf Oil américaine.

### 1970

6 OCTOBRE. — Le général Ovando se retire, face à un soulèvement de militaires de droite. Le général Miranda, qui le remplace, doit lui-même s'effacer devant un triumvirat militaire. Le général Juan José Torres, qui refuse de reconnaître le nouveau pouvoir, devient chef de l'État. Il préside à dix mois de vie publique agitée marquée par une intense et confuse activité des partis politiques de gauche et d'extrême gauche et des syndicats.

### 1971

22 AOÛT. — Le triumvirat militaire renverse le général Torres. Le colonel Hugo Banzer est proclamé président de la République.

### 1974

9 NOVEMBRE. — Le général Banzer proclame l'ordre nouveau en Bolivie.

### 1977

9 NOVEMBRE. — Le général Banzer, soumis à des pressions militaires et civiles, annonce l'organisation d'élections pour 1978.

### 1978

3 JUILLET. — L'élection présidentielle est marquée par de multiples incidents et une fraude généralisée. 19 JUILLET. — La cour nationale électorale annule les résultats des élections, qui, officiellement, donnaient le général Juan Pereda comme vainqueur, avec 56,83 % des voix, devant M. Siles Salinas.

### Chili

● LA COUR SUPRÊME A AUTORISÉ, le vendredi 2 novembre, l'extradition vers son pays d'un opposant politique argentin, M. Luciano Iglesias. Dirigant syndicaliste péroniste, M. Iglesias avait quitté l'Argentine pour le Chili, en 1973, et avait obtenu la qualité de réfugié politique le 22 octobre par le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. — (A.F.P.)

### Cuba

● M. FIDEL CASTRO effectuera prochainement une série de visites officielles dans cinq pays arabes : l'Algérie, la Libye, la Syrie, l'Irak et le Yémen du Sud. — A-t-on appris vendredi 2 novembre, de source diplomatique à La Havane. Aucune précision officielle n'a cependant été fournie sur les dates précises de ces voyages. — (A.F.P.)

هكذا من الأصل



# EUROPE

## Portugal

Avant l'ouverture officielle de la campagne pour les législatives

### L'Eglise catholique s'en prend aux « partis marxistes »

Lisbonne. — Dix jours avant l'ouverture officielle de la campagne pour les élections législatives et locales — qui auront lieu respectivement le 2 et le 16 décembre — les partis politiques mobilisent leurs troupes. L'Alliance démocratique, qui regroupe le parti social-démocrate, le Centre démocratique et social et le petit parti populaire monarchiste, s'appareille à organiser une campagne « à l'américaine ». Les dirigeants de ces trois formations passeront tout le pays, des affiches avec leur portrait recouvriront les murs des villes; leur drapeau bleu et jaune sera omniprésent. Le 27 octobre déjà, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont parcouru l'avenue de la Liberté, principale artère de la capitale, au son de musiques jouées par des groupes folkloriques, majoritaires en tête de cortège.

De notre correspondant

législatives de 1978, le PSD et le CDS, présentant des listes séparées, ont obtenu ensemble 51,7 % des suffrages. Ils sont sûrs d'améliorer ce score pour deux raisons : la « dynamique unitaire » qu'ils espèrent déclencher, et l'appui de certains dissidents du PSD, comme M. Medeiros Ferreira, ancien ministre des affaires étrangères, qui sous l'étiquette « réformateur », a accepté de figurer sur les listes de l'Alliance.

« L'heure est décisive », assure-t-on dans ces milieux. Aussi MM. Sá Carneiro, Freitas do Amaral et Falcão Telo, respectivement présidents du PSD, du CDS et du PPM, ont-ils pris leur bâton de pèlerin pour aller quêter à l'étranger, notamment aux États-Unis, en Espagne, en Grande-Bretagne et en R.F.A., les appuis qu'ils estiment indispensables. Leur voyage en France a été ajourné. Quelques difficultés seraient, dit-on, apparues au niveau de leurs relations avec l'U.D.F. et le R.P.R.

« Votes utiles » est également le

mot d'ordre du PSD. Les socialistes se considèrent en effet comme la solution de rechange à la droite. Relativement optimistes, ils comptent sur des votes de l'extrême gauche, et aussi de courants « véritablement sociaux-démocrates », qui refusent l'infériorité vers la droite du parti de M. Sá Carneiro. Le PSD critique, d'autre part, les communistes qui d'après lui, n'auraient pas compris le danger de la situation.

Le P.C. fait le forcing, surtout pour les élections locales. Il présente des listes partout, même dans les circonscriptions du Centre et du Nord, où aucun de ses candidats n'a la possibilité d'être élu. « Cela donne les votes de la gauche », affirme M. Soares, qui se garde de proposer aux communistes un accord de désistement réciproque. « Le vote utile, c'est le vote pour notre parti », a-t-il déclaré M. Álvaro Cunhal. Pour le secrétaire général du P.C., il est loin d'être certain que les socialistes de gauche au cas où ils reviendraient au pouvoir.

JOSÉ REBELO.

## Belgique

Nouvelle formation d'extrême gauche

### LE PARTI DU TRAVAIL EST FAVORABLE À L'UNITÉ « DE TOUS LES TRAVAILLEURS DE FLANDRE, DE BRUXELLES ET DE WALLONIE »

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — Issue de la contestation universitaire de 1968, une nouvelle formation d'extrême gauche est née en Belgique le vendredi 2 novembre, et a été baptisée Parti du travail. Appellation du verbe flamand « werken » — créer une coalition avec l'important mouvement néerlandais qui porte le même nom, mais qui est social-démocrate.

Le Parti du travail est la nouvelle dénomination de l'ancienne AMADA (Alle macht aan den arbeider, Tout le pouvoir aux travailleurs), formée en 1970 par des étudiants de l'université catholique de Louvain. Comme l'AMADA, le Parti du travail sera marxiste-léniniste, et, de ce fait, condamné à jouer un rôle secondaire dans un pays où le parti communiste « orthodoxe » ne représente que 4 % environ des suffrages et n'a que 3 députés sur 212.

Deux cent huit militants désignés par la base ont rédigé le programme et le statut de la formation, un document de 79 pages et de 183 articles. Le Parti du travail se propose de lutter « pour les droits sociaux et démocratiques, la maintenance de l'emploi et des acquis sociaux, contre le capital et la bourgeoisie qui le protège, et pour l'unité de tous les travailleurs de Flandre, de Bruxelles et de Wallonie ». Le parti est opposé à l'« impérialisme des superpuissances », et, en premier lieu, à l'Union soviétique, dont l'expansionnisme « est le plus récent et le moins compris ». Il se prononce pour l'émancipation de tous les peuples du monde et l'indépendance de tous les pays.

Les dirigeants comptent orienter leur action d'abord vers les syndicats. C'est dans ce secteur que l'AMADA avait essentiellement concentré ses efforts, non sans provoquer une réaction des organisations ouvrières qui ont des liens avec les partis plus classiques. M. Martens, homonyme du premier ministre et idéologue du parti, a précisé à l'hebdomadaire flamand Knack : « Nous sommes contre l'agression et la violence, mais la classe ouvrière doit user de la même violence que celle utilisée par le pouvoir pour l'écraser. Quand tous les autres moyens sont épuisés et qu'il ne reste que la violence, il faut y recourir sans hésitation. »

PIERRE DE VOS.

## Espagne

### Un avocat affirme que des membres présumés de l'ETA sont torturés

De notre correspondant

Madrid. — La coalition séparatiste Herri Batasuna, proche de l'ETA militaire, a affirmé à plusieurs reprises que des tortures étaient pratiquées dans les locaux de la garde civile, et qu'elles ont été appliquées des miliciens dans la région de l'Aine et sur une cicatrice résultant d'une opération à l'estomac. Au commissariat de police, il aurait été déshabillé, frappé et obligé de chanter Carra al sol, l'hymne franquiste. Après être resté dix jours au secret, en vertu de la loi anti-terroriste, il a été relâché sur ordre du juge d'instruction, qui n'a relevé aucune charge contre lui.

M. Juan María Bandrés avait déjà soumis ces deux cas au ministre de l'Intérieur, le général Thomas Freire, lors d'un entretien au congrès des députés la semaine dernière. Le ministre a reçu des rapports médicaux ainsi que des photographies montrant les marques qui portent encore les deux victimes. Il avait promis alors de leur remettre de l'argent au cas où la réalité des faits serait confirmée.

Mais vendredi soir, après le conseil des ministres, le secrétaire d'État à l'Information, M. Josep Maria de la Puente, a déclaré que les déclarations présentées par M. Bandrés étaient « fausses » et indiquées que le ministre de l'Intérieur s'en était convaincu après s'être mis en contact avec la direction de la garde civile à Saint-Sébastien. La rapidité du démenti ne laisse pas d'étonner. On pourrait supposer que c'est à la justice, dans pareil cas, de se prononcer.

CHARLES VANHECKE.

## Roumanie

### L'évolution des rapports entre la Chine et l'U.R.S.S. est au centre des entretiens Tito-Ceausescu

De notre correspondant en Europe centrale

Vienna. — Le maréchal Tito a commencé le vendredi 2 novembre, à l'invitation de M. Ceausescu, chef du parti communiste roumain, une visite de trois jours à Bucarest. Il rend ainsi au dirigeant roumain la visite que ce dernier avait faite à Belgrade en novembre 1978.

Depuis plusieurs années, des rencontres entre les deux hommes d'Etat se déroulent à intervalles réguliers. Ces entretiens paraissent revêtir cette année un intérêt particulier en raison de la situation dans les Balkans et en Europe, et des querelles opposant divers partis communistes. Est-ce un hasard si cette rencontre se tient au moment où M. Hua Guofeng se trouve en Europe ? La première tournée du dirigeant de Pékin sur le vieux continent, l'an dernier, avait eu lieu en Roumanie et en Yougoslavie. Cette incursion chinoise dans les Balkans a été réalisée à la suite du point des dirigeants soviétiques et de leurs plus fidèles alliés, à commencer par les Bulgares.

Cette fois encore, la musique de fond qui accompagne la visite du premier ministre chinois n'est pas plus aimable en Europe de

l'Est. Roumains et Yougoslaves sont les seuls à s'abstenir de critiques. Les relations avec la Chine et, en particulier, l'évolution de ses rapports avec le bloc soviétique, devraient constituer l'un des principaux sujets de discussion entre MM. Tito et Ceausescu.

Il sera d'autre part intéressant de comparer le communiqué final de cette rencontre avec celui du 20 octobre, à l'issue des conversations de Bucarest entre MM. Ceausescu et Jivkov, le chef du parti bulgare. Ce dernier document a confirmé qu'en dehors de la coopération économique bilatérale Bucarest avait du mal à trouver des points d'accord avec ses partenaires du pacte de Varsovie. Dans le communiqué roumano-bulgare, la nécessité de renforcer la défense, de réaliser le désarmement de l'Europe, l'impérialisme et le colonialisme, étaient évoqués en termes généraux.

Mais, ni l'Indochine, ni le Proche-Orient, ni l'Afrique ne figuraient dans ce document, qui ne faisait pas davantage allusion à

la « confiance réciproque » entre les deux parties.

Cette réserve est d'autant plus remarquable que la Roumanie s'efforce d'entretenir avec la Bulgarie des relations cordiales. Le ton était différent pendant les entretiens que M. Honecker, le dirigeant est-allemand, a eus jusqu'à vendredi à Sofia. Le secrétaire général du SED, a lancé un nouvel avertissement aux Occidentaux à propos des projets de modernisation militaire de l'OTAN. L'adoption de ces plans, a-t-il déclaré, aurait des « conséquences graves » sur les relations entre les deux États allemands.

La détente militaire devrait aussi être à l'ordre du jour des entretiens Tito-Ceausescu. Le pacte de Varsovie, dont les ministres de la défense viennent de se réunir à Bucarest, renforce sa pression sur les pays occidentaux après les propositions de M. Brejnev. Roumains et Yougoslaves ont approuvé le geste soviétique, mais il est peu probable qu'ils suivent l'exemple de la R.D.A. qui vient de lancer une grande campagne de soutien à l'appui de ces propositions.

MANUEL LUCBERT.

## Union soviétique

### L'expulsion d'un prêtre italien constitue un avertissement au Vatican

De notre correspondant

Moscou. — Un prêtre italien, Bernardo Vicenzo, appartenant à la mission italienne d'Ingolstadt en République fédérale, a été expulsé de l'Union soviétique. Selon Tass il avait été arrêté au moment où il voulait faire passer clandestinement en U.R.S.S. une importante somme d'argent destinée « aux anciens prêtres et moines des ordres de l'Eglise gréco-catholique, qui existait auparavant en Ukraine » (autrement dit l'Eglise uniate). Tass ajoute que, compte tenu de l'intérêt porté à la « consolidation des rapports entre l'Union soviétique et l'Italie », le prêtre a donc été expulsé de la presse à Lvov (Ukraine occidentale). Il a dénoncé les chrétiens qu'il était, à l'origine, venu servir. Non seulement il devait leur remettre de l'argent, mais il avait aussi « pour mission » de mobiliser « certains éléments antisoviétiques de l'Eglise uniate pour une activité illégale ». Il a reconnu avoir « un dessein criminel d'entraîner les chrétiens à l'aveugle entre les mains de dirigeants du clergé antisoviétique, installés à l'étranger et de l'émigration bourgeoise nationale ukrainienne », et avoir « contrevenu aux lois de l'Etat soviétique ainsi qu'aux exigences de la morale chrétienne ».

Pendant son séjour, Bernardo Vicenzo aurait compris que les dirigeants de l'Eglise uniate

avaient coopéré avec les fascistes pendant la guerre et qu'ils étaient responsables de la mort de milliers d'innocents. « Aujourd'hui, ils utilisent tous les canaux, y compris le tourisme, pour se livrer à des activités hostiles à l'Etat soviétique, et qui sèment la méfiance entre les peuples. »

### Une publicité non tortuée

La publicité donnée à l'affaire par les autorités n'est pas fortuite. Alors que Bernardo Vicenzo aurait mis en cause certains hommes d'Eglise comme le cardinal Slipy, l'évêque uniate. Kornel et « leurs collaborateurs » parmi les nationalistes ukrainiens qui calomnient les réalités soviétiques et la situation de l'Eglise et des croyants en U.R.S.S., on ne peut manquer d'observer la sollicitude manifestée par le pape Jean-Paul II envers les minorités religieuses pays de l'Est et les uniates en particulier. Dans une large mesure, l'expulsion de ce prêtre, puis sa confession publique, apparaissent comme un avertissement.

Enfin, et bien que les deux affaires ne soient apparemment pas liées, la coïncidence entre la conférence de presse de Bernardo Vicenzo et les trois arrestations effectuées jeudi dans les milieux religieux constatait sans pour le moins troublante. — D. V.

## PROCHE-ORIENT

### Israël

### Le chef d'état-major de l'armée a-t-il donné l'ordre d'exécuter des prisonniers au Sud-Liban ?

De notre correspondant

Jérusalem. — Le chef d'état-major de l'armée, le général Rytan, est une nouvelle fois mis en cause pour ses interventions en faveur d'officiers reconnus coupables d'exactions lors des opérations israéliennes au Sud-Liban, en mars 1978. Mais, cette fois, l'affaire semble plus grave car c'est la nature même des ordres donnés par l'état-major au cours de ces opérations qui provoque une situation embarrassante pour le général.

La télévision et la radio ont révélé, vendredi et samedi, des détails sur le cas de l'ancien lieutenant-colonel Adia Eddi. Ce cas n'avait été que partiellement révélé jusqu'alors en Israël, en raison d'une stricte censure contre laquelle plusieurs députés de l'opposition avaient protesté. Condamné à cinq ans d'emprisonnement et dégradé pour avoir donné l'ordre d'exécuter un prisonnier, cet ancien officier supérieur a bénéficié de la part du général Rytan d'une remise de peine celle-ci étant ramenée à trois ans et six mois — et a retrouvé le grade de capitaine. Sa femme, faisant campagne pour sa réhabilitation, a déclaré qu'il n'avait

fait que respecter les instructions « officielles », données en tant que tel, et qu'il n'avait pas la moindre intention d'aggraver la situation en cause. Cette mise en cause semble viser le général Rytan, qui commandait directement les opérations au Sud-Liban en mars 1978. Sa mise en cause a été présentée à l'égard des militaires condamnés pour avoir exécuté ou fait exécuter des prisonniers, ce qui est une violation flagrante de la Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre.

Ces révélations ont été faites au moment où le lieutenant Daniel Pisto a été libéré. Ce dernier, accusé d'avoir tué trois personnes dans un village du Sud-Liban, avait été cassé de son grade et condamné à huit ans d'emprisonnement, mais cette peine avait été réduite à deux ans sur décision du général Rytan, qui avait obtenu la libération de Pisto pour bonne conduite.

FRANCIS CORNU.

### Liban

### DES COMBATS ENTRE MILITANTS CHITES ET SOLDATS SYRIENS ONT FAIT CINQ MORTS

(De notre correspondant.)

Beirut. — Les combats qui ont opposé à Chyah, dans la banlieue sud de Beyrouth, jeudi le 2 novembre, des militants de l'Organisation paralamilaire chite Amal aux soldats de l'A.L.P. (Armée de libération de la Palestine), ont fait cinq morts et dix-sept blessés. Trois des victimes sont des militaires de la FAD (Force arabe de dissuasion), se sont soldés par cinq morts et dix-sept blessés. Trois des victimes sont des militaires de la FAD. L'accord de cessez-le-feu conclu vendredi prévoit notamment le retrait de l'A.L.P. de Chyah, la suppression par l'Amal des « apparences militaires » (barrières, fortifications, éléments armés dans les rues) et la prise en charge de la sécurité dans la région par les « forces spéciales », unités d'élite de l'armée syrienne. Vendredi, l'Amal a publié un communiqué rendant hommage à la FAD, et accusant l'A.L.P. d'avoir provoqué les combats. Le communiqué condamnait les rumeurs visant à provoquer une explosion qui entraînerait l'envoi au Sud-Liban de l'armée libanaise. Le commandement de la FAD avait annoncé, pour sa part, que onze fauteurs de troubles avaient été arrêtés. Il avait été arrêté qu'il avait agité dans un sonnet manifeste d'apaisement, que les tirs dirigés sur ces unités l'avaient été par erreur.

(Interim.)

### M. ARAFAT EXHORTE LES EUROPÉENS À AGIR

(Suite de la première page.)

Se tournant ensuite vers l'Europe, M. Arafat a déclaré que « si la communauté internationale n'agit pas au moment approprié, l'explosion aura lieu sans aucun doute au Proche-Orient » et qu'il était un véritable « baril de poudre ». « Nous croyons que les États européens doivent prendre une initiative immédiate. »

Certes ce langage ferme est à mettre au moins en partie au compte des circonstances. M. Arafat parlait devant un public de huit à neuf cents personnes rassemblées à Lisbonne grâce aux moyens financiers de la Lloyds pour une « conférence mondiale de solidarité avec le peuple arabe et sa cause centrale, la Palestine ». Devant ce public orienté plutôt vers le « refus » que vers la conciliation, il s'agissait pour M. Arafat de faire preuve de fermeté. Mais peut-être le chef de l'O.L.P. a-t-il voulu rappeler que la reconnaissance de son organisation comme représentant légitime du peuple palestinien, reconnaissance qu'il obtiendrait certainement d'un bureau de l'O.L.P. à Lisbonne, ne lui suffisait pas. M. Arafat demande en outre à l'Europe d'appuyer aussi les efforts de son organisation pour se faire reconnaître de son principal adversaire, Israël, en tant que partenaire d'une éventuelle négociation.

ROLAND DELCOUR.

# LOTO

c'est facile, c'est pas cher,  
ça peut rapporter gros

مكتبة من الأصل







# POLITIQUE

## APRÈS LA MORT DE ROBERT BOULIN

### TROIS POINTS DE VUE

#### TOUS COUPABLES

par JEAN CASTAREDE (\*)

La mort de Robert Boulin nous interroge. Sans aller jusqu'à dire « qu'elle sonne le glas d'une société », elle peut en tout cas être l'occasion d'un sérieux examen de conscience où chacun trouvera sa part de responsabilité. La classe politique d'abord, qui, à quelques exceptions près, offre depuis quelque temps un spectacle navrant et affligeant d'affrontements personnels, de luttes d'influence où les insinuations et les petites phrases ont occulté les enjeux véritables. L'opinion publique en est débousoyée et même écoeuvrée. Certaines médias, ensuite, qui, à la manière d'un miroir déformant, accentuent ces déviations et nous transforment constamment en voyeurs dévoyés au lieu de nous préparer à l'avenir. S'il est indispensable que la famille soit faite sur tous les sujets, il n'est pas sain que toutes les étapes provisoires nous en soient communiquées, car elles ne font qu'accroître la confusion et la confusion du monde. L'empressement qui est mis aujourd'hui à vouloir tout comprendre ou à désigner les coupables de ce drame n'en est qu'une nouvelle illustration.

Ceux qui ont côtoyé la mort savent qu'elle est un mystère qui doit être respecté.

Mais, en définitive, ce n'est pas la peine de se dissimuler que l'on a les miroirs et les lattes que l'on mérite. Nous sommes, en réalité, les vrais coupables qui, après vingt-cinq ans d'abandon, avons perdu le sens de l'effort et de la générosité, c'est-à-dire les bases de cette morale fautive que nous enseignons autrefois nos instituteurs et nos maîtres et qui n'est pas si éloignée de l'esprit des béatitudes que vient de nous rappeler fort à propos la Toussaint.

En cet automne finissant, pulvérisé l'embaumement de Villandry nous fait réfléchir sur cette atmosphère passionnée d'amour que nous devons porter aux autres qui mieux que toutes les lois les protègent contre la calomnie et, puisqu'il se situe au cœur de cette région qui faisait tant vibrer François Mauriac, nous rappellent les lignes qu'il avait écrites à propos de Salengro : « Plus notre vie

est publique et plus nous avons besoin d'une tendresse cachée ; plus nous sommes exposés aux regards et aux coups et plus nous en ressentons l'ombre d'un cœur. Je ne sais pas ce qu'est un homme politique mais je sais ce qu'est un simple écrivain : invulnérable au milieu de ceux qu'il aime et qui le chérissent, mais si facilement atteint dès qu'il se retrouve seul... Il y a toujours une heure de la nuit où le maître d'un grand nombre d'hommes se retrouve avec lui-même entre quatre murs, et là, terré au secret de son repaire, le cœur haletant lèche ses blessures. Il découvre alors que, durant cette interminable journée, tandis que des solliciteurs et des délégués le harcelaient, qu'il présidait des cérémonies et arbitrait des conflits, il n'a pas cessé de perdre du sang, et que, à son insu, il a déjà accompli plus de la moitié du chemin vers cette rive d'où nos bien-aimés nous appellent et où les flèches du chasseur ne nous atteignent plus. »

Déjà, cette époque trouble portait les signes d'une certaine décadence ! Puisse-t-on ne pas payer la note du même prix que nos pères ?

### LA LIBERTÉ D'INFORMATION

par VICTOR FAY (\*)

Car une colonie c'est une impuissance menaçante. Si elle est véritable, on peut certes critiquer l'opportunité de sa publication, mais on n'a pas le droit de parler de calomnie. Le rôle de la presse est de divulguer toute information véridique qui tout en le concernant, échappe à la connaissance du public. La liberté de la démocratie exige. Un journaliste qui respecte les règles de sa profession, non seulement peut, mais doit, publier les informations qui concernent cette zone d'ombre, soigneusement protégée, qui sort les rapports entre la vie privée et publique. Au lieu de crier à la calomnie et d'accuser la presse, nos vœux sont, au contraire, que l'on s'occupe de la liberté d'information.

P.C.F. et de l'Aurore à l'Humanité, feraient mieux d'exiger que les enquêtes soient menées jusqu'à la fin contre tous ceux qui sont impliqués dans ces affaires et aboussent, au besoin, aux poursuites judiciaires. Dans ces conditions, quasi unanimes d'indignation, fait défaut, comme par hasard, cette dimension essentielle, qu'est la recherche de la vérité : la trouver et la dire tel quel, selon la loi, le devoir d'un homme politique et, ajoutons-le, aussi d'un journaliste.

On l'oublie trop souvent et trop vite, comme si de nombreux hommes politiques étaient d'accord pour ne pas pousser plus loin la recherche de la vérité, pour mettre la sourdine sur certaines affaires gênantes.

Le respect du « mur de la vie privée », de la séparation publique et privée, présente un grave danger pour la liberté d'information, cette pierre angulaire de la démocratie. Les tribunaux disposent de tout un arsenal de lois pour punir la dénonciation calomnieuse et la diffamation. Les aggraver risquerait d'empêcher la divulgation de faits préjudiciables à l'intérêt général.

Un homme politique doit être comme le reste des hommes : sans tâche et sans reproche. La « mur de la vie privée » permet parfois de dissimuler les erreurs et les abus de l'homme public. D'ailleurs, dans les démocraties anglo-saxonnes et scandinaves, le contrôle des revenus et de leur utilisation par les hommes au pouvoir est généralement très strict.

Si les aspects intimes de la vie personnelle doivent, dans la mesure du possible, être préservés, toute dissimulation des avantages matériels, quels qu'ils soient, dus directement ou indirectement à l'exercice d'une fonction publique, doit être dénoncée et sanctionnée.

Ajoutons qu'il y a une poursuite pour escroquerie immobilière, s'ajoute, semble-t-il, une intrigue politique. Boulin a mis en cause Peyrefitte, ainsi que certains membres du R.P.R. Il accuse le juge d'instruction de Cien d'avoir voulu « faire un carton sur un ministre ».

Que se cache-t-il derrière ces accusations ? S'agit-il d'une compétition entre deux candidats à la succession de Barre ? On peut se demander si cette affaire immobilière n'a pas été relancée en liaison avec ce problème. Et c'est l'affaire des diamants de Giscard qu'on s'efforce de mettre à l'abri du feu d'un « mur » de la vie privée de nos gouvernants est si intimement mêlée à leur vie publique qu'il est difficile d'établir un seuil au-delà duquel il serait interdit de jeter un regard indiscret sur leur vie privée.

### IAGO

par RENÉ-VICTOR PILHES (\*)

AINSÍ le garde des sceaux fait front aux attaques dont il est l'objet. Et il montre au peuple qu'il n'en veut pas à « son vieux ami Boulin » pour reprendre une expression délectable entendue sur une radio périphérique. Ne s'est-il pas incliné devant la dépouille de M. Boulin, au domicile de celui-ci ? Ne s'est-il pas rendu au pied de l'arc militaire qui devait emporter le corps de l'ancien ministre à Bordeaux, puis à Libourne ? Si l'on comprend bien, Peyrefitte pardonne à ce malheureux Boulin d'avoir écrit n'importe quel sous l'empire d'un désarroi profond qui lui a fait perdre la tête. Le courage, l'honnêteté n'étaient donc pas du côté que l'on croyait naïvement.

Le commun des mortels, en effet, ne peut qu'avoir des doutes sur la droiture et l'équilibre psychique de M. Boulin quand il apprend ces stupéfiantes nouvelles et qu'il voit le garde des sceaux « plus préoccupé par sa carrière que par le bon fonctionnement de la justice » s'afficher ostensiblement aussi près que possible du mort et de son cercueil. Le commun des mortels se serait attendu à ce qu'on le mit à la porte. Point du tout. Alors, Boulin aurait-il divergé ? Et menti ? En ce cas, le mystère Boulin n'existe plus. Tout est clair désormais : les responsables sont, d'une part la presse, qui a calomnié le ministre, et, d'autre part, le ministre qui a brusquement perdu les pédales.

Volà ce que retiennent le pouvoir libéral avancé et les médias officiels. La lettre du ministre ne sert à rien si ce n'est à ternir singulièrement sa mémoire. Dans ces conditions, il aurait mieux fait de ne pas gaspiller quelques heures de sa vie à l'écouter et de se jeter plus tôt dans l'étang de Rambouillet. Or, il n'y a pas si longtemps, M. Boulin célébrait une longévité ministérielle sans précédent, et l'on parlait de lui avec insistance pour le poste de premier ministre. Quel dommage qu'il ait à ce point et juste à ce point perdu la tête ! De plus, il se trouve que M. Boulin jouissait d'une certaine popularité et que, semble-t-il, sa réputation de ministre hors pair, avaleur de dossier n'était pas usurpée. Il passait même pour l'un des rares ministres du gouvernement Barre plutôt sympathiques auprès des Français, plutôt appréciés des organisations syndicales. Mais tout cela n'a plus guère d'importance.

Ce qui compte, maintenant, c'est le dignité, l'honneur de M. le garde des sceaux et, d'urgence, et bien sûr, si injoignement mis en cause. Ce qui compte, c'est la solidité de cette poignée de journalistes agiles qui ont mis leur nez de charognards dans cette affaire. Au fond, on entend Boulin crier : « Jedis on enterra Boulin. Il y a fort à parier que devant une telle avalanche de honte et d'avilissement, de cynisme, d'impudence et de démission quasi collective, si M. Boulin revenait soudain parmi nous, il faudrait une lecture plus explicite encore avant de se suicider à nouveau. Le samedi 3 novembre 1979, dans la petite église de Villandry, en Gironde, l'ombre de Iago a surveillé le drame tricolore. De peur que soudain il ne s'ouvre.

(\*) Ecrivain, auteur de « l'Impératrice ».

### L'affaire de Ramatuelle et le secret de l'instruction

#### M. ALAIN PEYREFITTE ORDONNE UNE ENQUÊTE AU PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE

Un communiqué de la chancellerie, publié vendredi soir 2 novembre, indique que le procureur de la République de Paris a été chargé d'une enquête ordonnée par le garde des sceaux à propos d'une éventuelle violation du secret de l'instruction à propos de l'affaire des terrains de Ramatuelle.

M. Alain Peyrefitte avait annoncé, le 31 octobre, l'ouverture de cette enquête (le Monde du 2 novembre). Il avait affirmé, à la publication d'un article de presse du 27 octobre, en l'occurrence, semble-t-il, l'enquête publiée dans nos colonnes sur les problèmes soulevés par l'opération immobilière.

### La rentrée des grands

(Suite de la première page.)

Dans ce genre d'opérations, leur métier assure aux politiciens une espèce de monopole corporatif. Mandataires présumés du peuple, ils fournissent normalement leur avis sur toutes les questions d'intérêt général. Chacune jour, donc, ils envahissent les ondes. Commenter tant d'événements insaisissables, de la crise monétaire au Cambodge, suppose quelque présomption arrogante. Simultanément, la mort des idéologues vide d'innombrables discours de toute substance. Par une fatalité inhérente à la répétition, l'exercice engendre la lassitude. Bizarre époque où le silence condamne l'oubli et la parole à l'indifférence.

Naguère, deux ou trois petits tours convenablement rodés fournaient au moins des recettes efficaces. Eh bien ! même la dénonciation furibonde de l'adversaire ne rapporte plus un son. Ils sont beaucoup trop à crier. En outre, l'uniformisation du langage, du costume, des méthodes, de l'hypocrisie même, fond les pires adversaires dans une morne grisaille, où tous finissent par se ressembler. Impossible d'attaquer le voisin sans s'attaquer soi-même par d'espérables rancœurs. Une boutade provocatrice de Georges Marchais, un quelconque appel chrétien, parti d'une lie ou d'un lit d'hôpital, ne fixent pas la curiosité trois jours. A force de battre l'estrade du matin au soir, ces gens-là finissent par rendre le coup d'éclat ordinaire, et l'exceptionnel enroue.

Par lassitude, il ne faut sans doute pas trop leur en permettre. Sinon, ils se croient vraiment tout permis. Mais au lieu de nous indiquer de leurs gaffes ordinaires, économisons notre indignation pour les principales, et laissons les autres courir les rues sous la sauvegarde de la police.

La vituperation des Américains n'offre même plus le confort qu'elle garantissait en des temps plus commodes. Bien sait quels maux de traverses, inouïables, gauchistes, communistes, et tant d'autres, tirent de cet exercice-là ! De la guerre du Vietnam au Watergate, traiter Nixon d'assassin, son successeur Gerald Ford de voleur, procurer, de gauche à droite, d'indignables joissances, le bonheur vicieux de rabaisser l'homme le plus puissant du monde, et de se grandir par comparaison. Mystère ! Cette astuce-là, aussi, laisse la clientèle. Quel mal oser dire du pitoyable Carter, foudroyé en plein « jogging » devant les télévisions venues le voir courir en short à l'appel de la Maison Blanche ? Des malaises pareilles, une victime si prompt à tendre le fouet au bourreau, s'écroulent du métier autant qu'elles gèchent la marchandise. La malveillance elle-même ne peut plus se fier à personne !

Par son exemple détestable, le touriste vibrionnaire de la gent politique contamine malheureusement les spécialistes. Ceux qu'une vocation littéraire, artistique, n'a guère loin au-dessus des appétits subalternes recherchent à leur tour la vaine complaisance des

médias. Comme ces orateurs des partis, certains de parler pour l'histoire chaque fois qu'ils ouvrent la bouche, ils produisent désormais une œuvre capitale par an, avec l'espoir d'en parler dix minutes à l'autome sous le sourire farceur de M. Bernard Pivot. Historiens, romanciers, sociologues, acteurs, philosophes même délivrent désormais leur message immortel avec une ponctualité d'horloge. Non sans fautes de style, négligences de fond, multiples erreurs matérielles dans la hâte de se distinguer du voisin. L'un nomme Ribbentrop maréchal ou déplace la mort de Staline. L'autre ressuscite Himmler pour les besoins de la cause. Et ça s'imprime ! Et ça fonctionne !

Dans la préface publiée au quatrième volume de son Histoire de France, en 1840, Michelet excusait la lenteur de ses travaux par les longues recherches, les tâtonnements interminables qu'ils exigeaient. « Une histoire étant une œuvre d'art autant que de science, elle doit être dégagée des machines et des échafaudages qui ont préparé la construction », expliquait-il. Bouleversante confession. La chère expansion, elle, traite comme des bouffonneries ces scrupules de grand-père. Quatre cents livres d'histoire, d'essais critiques, politiques, métaphysiques, de romans, de souvenirs, de soupçons, surgissent maintenant chaque mois aux devantures des librairies. La plupart d'entre eux s'y posent comme des hirondelles, disparaissent au premier froid. Les éditeurs pressés de vendre publient toutes les sorbettes possibles. D'abord désireux de soutenir la course infernale et de vaincre la concurrence, ils laissent passer sous des signaux inconnus ou célèbres des erreurs grossières comme le mont Blanc. Si le public renâcle, une campagne bavarde le persuadera aussitôt qu'il a tort. Jamais la hâte, la pléthore insupportable de la société de spectacle ne favorisèrent autant l'imposture et les histrions.

En ce cas, la frénésie équivaut à une trahison. Le génie seul improvise sous le choc de l'éclair et de l'inspiration. Les autres hommes ne doivent de créer qu'à l'effort. Il suffit d'essayer pour le découvrir. La vitesse à la mode frappe donc d'une dérisoire marque la patience inlassable, le recueillement silencieux, les ébauches ténues d'un livre véritable sort enfin victorieux. Comment s'étonner qu'un sein de la triste comédie, tant d'âmes et d'actes s'effiloquent ? Quand la course et le tapage deviennent avec l'argent les seules religions d'une époque sans Dieu, le vide se comble avec le néant. Décidément, le superficiel se paie cher.

L'espèce humaine en a vu d'autres. Comme le vaisseau amiral lancé vers le cap des Tempestes, elle sait d'un sursaut et s'instinct ne trouver de salut au sein des orages que la claire conscience et l'accomplissement ponctuel des devoirs de toujours. Impossible d'aggraver autrement pour la survie de l'équipage, et l'honneur du drapeau.

GILBERT COMTE.

### Dans les municipalités de gauche

#### BRIARE : le P.C. et le P.S. polémique

De notre correspondant

Océana. — Petite ville de six mille habitants, Briare est aujourd'hui à l'heure du chômage. Cent vingt-neuf licenciements ont été annoncés le 7 septembre dernier à la municipalité des deux villes. Six cents emplois ont été supprimés en l'espace de cinq ans dans l'entreprise qui fait vivre la ville.

Peu après l'annonce de ces nouveaux licenciements, les élus communistes reprochaient au maire socialiste de la commune, M. Poullain, son « attentisme ». Après s'être prononcés pour l'organisation d'une journée « ville morte » dédiée à l'unité de la gauche, les élus du P.C. revenaient sur leur décision et organisaient leur propre manifestation sous prétexte que la manifestation commune pouvait aller « exploités et exploités ».

« La fédération du Loiret du P.S. adhère au consensus piscardien et fait de gros efforts pour y entraîner les populations du département », accuse la fédération du parti communiste, qui s'en prend aussi au maire socialiste d'Amilly, soupçonné « de laisser licencier les travailleurs ».

La fédération du P.S. du Loiret reproche au P.C. de remettre en cause la solidarité dans les municipalités d'union.

Dernier épisode : le P.C. reproche au P.S. un comportement « stalinien » après des commentaires sur le récent procès de Prague faits par un militant socialiste. Le P.S. répond en refusant de confondre la masse des militants, des électeurs et des sympathisants communistes avec « des dirigeants pour l'heure aveuglés par le sectarisme ».

● ERRATUM. — Dans l'article consacré à la division du courant Marroy, publié dans le Monde du 3 novembre, il était écrit que plusieurs membres des courants Marroy et Rocard demandaient la suppression de trois pages du « projet socialiste », « bien qu'elles fussent l'objet de modifications profondes ». Nous aurions dû dire : « Ou bien qu'elles fussent... »

● A Chichy (Haute-Seine), le maire, M. Gaston Roche (P.S.), a retiré ses délégations de maire adjoint à l'urbanisme et aux travaux à M. Jean-Pierre Mattel en raison de la récente adhésion de ce dernier au parti radical. M. Mattel avait été élu en 1977 comme M.R.G. Le conseil municipal est désormais composé de 27 P.S., 1 M.R.G., 2 divers gauche et 1 radical.

### Ouest-France : le monde politique empoisonné par la maladie du secret

Ouest-France, qui, rappelons-le, a le tirage le plus élevé de la presse française, a publié vendredi un long éditorial où on lit notamment :

« Le monde politique français est empoisonné par la maladie du secret, instaurée par le général de Gaulle. Ultra-centralisée, le pouvoir réel, détenu finalement par quelques-uns, cache le secret arme de gouvernement. On ne compte plus les « affaires » qui ont été étouffées ou les rapports gênants qui n'ont pas été publiés. Faut-il s'étonner, dans ces conditions, que des « scandales » éclatent ? »

Ouest-France évoque deux cas de « tour de passe-passe » et poursuit :

« Le lendemain du suicide d'un ministre qui porte une accusation grave contre un autre ministre, il ne s'est pas trouvé un député, à quelque bord qu'il appartienne, pour utiliser la procédure des questions d'actualité, afin d'interroger le gouvernement sur le drame. On veut capter que seule la décence explique ce silence et que les indispensables questions seront posées en temps convenable (..) »

« La démocratie dans ce pays est déformée, corrodée, affaiblie par des pratiques dommageables, lesquelles bénéficient de la loi d'un certain silence qui lie les hommes politiques. Ce qu'on peut ajouter aussi, c'est qu'il est juste, tout juste temps, d'y remédier. »

AN  
FIN D'  
CONT



## La rentrée des grands

Dans la première partie de son grand discours, le président de la République a évoqué la situation de la France à l'approche de l'an 2000. Il a souligné les défis que la France devra relever pour rester une grande nation. Il a également évoqué la situation de la France dans le monde et les relations avec les autres pays. Il a enfin évoqué la situation de la France en Europe et les relations avec les autres pays de la région.

Dans la deuxième partie de son grand discours, le président de la République a évoqué la situation de la France à l'approche de l'an 2000. Il a souligné les défis que la France devra relever pour rester une grande nation. Il a également évoqué la situation de la France dans le monde et les relations avec les autres pays. Il a enfin évoqué la situation de la France en Europe et les relations avec les autres pays de la région.

Dans la troisième partie de son grand discours, le président de la République a évoqué la situation de la France à l'approche de l'an 2000. Il a souligné les défis que la France devra relever pour rester une grande nation. Il a également évoqué la situation de la France dans le monde et les relations avec les autres pays. Il a enfin évoqué la situation de la France en Europe et les relations avec les autres pays de la région.

Dans la quatrième partie de son grand discours, le président de la République a évoqué la situation de la France à l'approche de l'an 2000. Il a souligné les défis que la France devra relever pour rester une grande nation. Il a également évoqué la situation de la France dans le monde et les relations avec les autres pays. Il a enfin évoqué la situation de la France en Europe et les relations avec les autres pays de la région.

Dans la cinquième partie de son grand discours, le président de la République a évoqué la situation de la France à l'approche de l'an 2000. Il a souligné les défis que la France devra relever pour rester une grande nation. Il a également évoqué la situation de la France dans le monde et les relations avec les autres pays. Il a enfin évoqué la situation de la France en Europe et les relations avec les autres pays de la région.

Dans la sixième partie de son grand discours, le président de la République a évoqué la situation de la France à l'approche de l'an 2000. Il a souligné les défis que la France devra relever pour rester une grande nation. Il a également évoqué la situation de la France dans le monde et les relations avec les autres pays. Il a enfin évoqué la situation de la France en Europe et les relations avec les autres pays de la région.

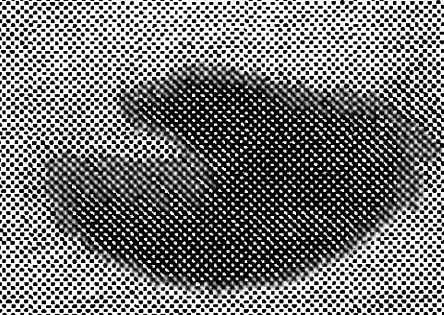
Dans la septième partie de son grand discours, le président de la République a évoqué la situation de la France à l'approche de l'an 2000. Il a souligné les défis que la France devra relever pour rester une grande nation. Il a également évoqué la situation de la France dans le monde et les relations avec les autres pays. Il a enfin évoqué la situation de la France en Europe et les relations avec les autres pays de la région.

Dans la huitième partie de son grand discours, le président de la République a évoqué la situation de la France à l'approche de l'an 2000. Il a souligné les défis que la France devra relever pour rester une grande nation. Il a également évoqué la situation de la France dans le monde et les relations avec les autres pays. Il a enfin évoqué la situation de la France en Europe et les relations avec les autres pays de la région.

Dans la neuvième partie de son grand discours, le président de la République a évoqué la situation de la France à l'approche de l'an 2000. Il a souligné les défis que la France devra relever pour rester une grande nation. Il a également évoqué la situation de la France dans le monde et les relations avec les autres pays. Il a enfin évoqué la situation de la France en Europe et les relations avec les autres pays de la région.

Dans la dixième partie de son grand discours, le président de la République a évoqué la situation de la France à l'approche de l'an 2000. Il a souligné les défis que la France devra relever pour rester une grande nation. Il a également évoqué la situation de la France dans le monde et les relations avec les autres pays. Il a enfin évoqué la situation de la France en Europe et les relations avec les autres pays de la région.

# AN 2000 : FIN D'UNE LONGUE CONTEMPLATION.



Au vingt et unième siècle, le nombril du monde ne se situera plus en Europe. Le centre de la civilisation se sera déplacé sur les rives du Pacifique. La race blanche ne représentera que 12% de la population mondiale. Elle doit s'y préparer.

DE QUOI L'AN 2000 SERA-T-IL FAIT?  
LE DOSSIER EST OUVERT PAR

LE NOUVEL  
**observateur**

مكتبة أحمد المصطفى



Le Monde

# Société

## LA MORT DE JACQUES MESRINE

Jacques Mesrine a été tué, vendredi 2 novembre, à 15 h. 15, par des policiers de la brigade de recherche et d'intervention, et de l'Office central de répression du banditisme, alors qu'il était au volant d'une voiture, place de la Porte-de-Clignancourt, à Paris (18<sup>e</sup>).

Sa compagne, Sylvie Jeanjaquet, a été grièvement blessée et hospitalisée à l'hôpital Boucicaut. Ses jours ne sont pas, semble-t-il, en danger.

Dès l'annonce de cette mort, M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, s'est rendu à

l'Élysée pour en informer le chef de l'Etat. M. Raymond Barre a demandé à M. Bonnet de transmettre à tous les fonctionnaires de police et de gendarmerie qui ont participé à cette opération ses très vives félicitations.

M. Maurice Bouvier, directeur central de la police judiciaire, a réuni une conférence de presse dans la soirée, place Beauvau. Il a déclaré notamment qu'il n'avait pas pu prendre le risque de laisser Jacques Mesrine se servir des deux grenades que celui-ci avait en sa possession.

### Vingt traces de balles...

A 15 h. 15, le vendredi 2 novembre, une BMW, immatriculée 83 CSG 75, 04 ont pris place un homme et une femme, qui viennent de quitter leur domicile, 58, rue Belliard (Paris-18<sup>e</sup>), s'engageant place de la Porte-de-Clignancourt. Tout — la veste de cuir du conducteur, la carte Rouen-Paris-Troyes posée sur le pare-brise — indique qu'ils partent en week-end.

Mais soudain la voiture, qui se trouve sur la terre-plein central de la place, est encerclée par une dizaine de véhicules de la police, la plupart banalisés, et bloquée par un camion bleu. La bache qui recouvre le véhicule se soulève et laisse apparaître une dizaine de policiers qui tirent à vue, sans sommations, sur le conducteur de la BMW. Celui-ci a eu juste le temps d'attraper la portière. Jacques Mesrine, son pistolet toujours sur lui, vient d'être tué : sa compagne, Sylvie Jeanjaquet, surnommée « La belle italienne », grièvement blessée, s'écroule sur le sol après être sortie de la voiture pour échapper aux balles meurtrières.

Le pare-brise de la BMW, porte vingt traces de balles, et le toit du véhicule est touché à cinq reprises par les tireurs. D'après tous les témoignages recueillis sur place, les rafales ont été tirées à l'instant même où le véhicule de Jacques Mesrine s'est arrêté. En revanche, le commissaire Querry, chef adjoint de la brigade de recherche et d'intervention, explique : « J'ai vu Mesrine ouvrir la portière, je ne sais pas s'il avait une grenade, mais en tout cas elle était sûrement à sa portée, la fusillade a alors commencé. »

Depuis sa mésaventure avec Jacques Tiller, le journaliste de

Minuit, l'ennemi public numéro un est en effet, en cours de décodage son complice dans l'enlèvement de M. Lellèvre : Charles Boer, repris de justice condamné à vingt ans de réclusion pour un trafic de stupéfiants. Déjà, la semaine passée, Mesrine a failli « tomber » boulevard Ornano, où Boer lui avait donné rendez-vous. Mais les policiers n'ont pas osé tirer au milieu de la foule. Aujourd'hui, c'est différent : « Aujourd'hui, estime le commissaire Broussard, chef de la brigade de recherche et d'intervention de la préfecture de police de Paris, j'ai mis cette bête et chaque fois que je la vois, on réussit à l'attraper. »

Un policier regrette simplement de ne pas avoir pu tirer lui-même et un autre, admiratif, confie : « A l'école de guerre, il faut apprendre la méthode Broussard. »

La compagne de Jacques Mesrine est immédiatement prise en charge par le SAMU. Ses jours ne sont plus, d'après l'Assistance publique, en danger. Cependant, Jacques Mesrine le buste légèrement penché et la tête ensanglantée, sa ceinture de sécurité toujours attachée, restera pendant près d'une heure encore dans la voiture, au milieu de la place. Est-ce pour désamorcer les deux grenades que d'après la police, Jacques Mesrine aurait pu avoir le temps de préparer durant ces quelques secondes ? Est-ce pour permettre aux photographes de presse de faire leur travail ? Est-ce enfin pour avoir le temps de marquer l'emplacement de la voiture ? Toutes les hypothèses, face à ce qui apparaît, en tout cas, de l'extérieur, comme une véritable mise en scène, restent possibles.

### « Il a eu ce qu'il cherchait »

Entre-temps, près de quatre cents personnes se sont rassemblées derrière les grilles apportées dans l'heure qui a suivi. « Le crime ne paie pas, est sûr », estime l'un qui parle des merveilles de la meilleure police du monde. « Je travaille avec des enfants pour qui Mesrine était un héros », affirme un autre, « et c'est donc bien qu'il ne soit plus là ». La plupart pensent qu'il a eu simplement ce qu'il cherchait, même si un témoin ne veut pas y croire : « Vous savez, je l'ai vu respirer encore, il n'est pas mort. » Deux femmes s'évanouissent. Un gardien de la paix n'en revient pas. « Dire que j'étais au feu rouge, j'aurais pu l'arrêter, lui demander ses papiers, il n'aurait pas hésité à me descendre. » La fille de Jacques Mesrine, accompagnée d'un ami, arrive également porte de Clignancourt, éclate en sanglots et, cernée par les journalistes, est emmenée par la police.

Alors que la nuit est presque tombée, vers 17 h. 30, et que les embouteillages dus à ces événements disparaissent, certains se souviennent : ils affirment avoir vu et reconnu Mesrine il y a

seulement quinze jours, grisé et affublé d'une perruque. Se promenait-il donc dans le quartier au vu et au su de tous ? La marchandise de journaux, à cette heure, s'écoule de façon étonnante et le barman, lui, se contente d'affirmer qu'il sert les clients sans poser de questions. En revanche, ses voisins, à la rue Belliard, où il habite depuis le mois de juin, n'avaient pas prêté particulièrement attention à cet homme tranquille dont le comportement était de changer de perruque chaque jour. Un autre habitant du quartier, qui vend des vêtements à bon marché, affirme avoir bien connu le complice de Mesrine sans vouloir donner plus de précisions. « Mesrine avait même pris un nom d'emprunt, M. Lenoir », commente une voisine. Ce nom-là était celui de Mesrine. Il y a quelques années, quand il habitait impasse Saint-François, à quelques centaines de mètres de la rue Belliard, toujours dans le dix-huitième arrondissement, il se mélangait déjà les époques. Etait-ce le début de la légende ?

### De l'Algérie à la porte de Clignancourt

Jacques Mesrine était né en 1936. Son père et sa mère étaient brodeurs. Après s'être marié une première fois, il a eu deux enfants, il a fait son service militaire en Algérie, où il participe à plusieurs actions qui lui ont valu des décorations. Il son retour, il s'entraîne régulièrement au tir.

### LE CASINO DE TROUVILLE MIS EN RÉGLEMENT JUDICIAIRE

(De notre correspondant.) Casen. Le tribunal de commerce d'Honfleur a mis la société Trouville-Balnéaire, concessionnaire du casino de Trouville, en règlement judiciaire le 2 novembre (Le Monde du 1<sup>er</sup> novembre). Mme Tsutsumi, le P-D.G., avait déposé le bilan le 31 octobre. L'audience a eu lieu à huis clos en présence, ce qui est peu fréquent, de M. Hubert de Touloulin, procureur de la République auprès du tribunal de grande instance de Lisieux.

Le tribunal, dans des attendus sévères, condamne la laxisme de la gestion, les imprécisions des éléments qui lui ont été fournis et critique les « obligations financières particulièrement lourdes » des conventions passées avec la ville. Manifestement, les juges consacrent en envisage de prononcer, purement et simplement, la liquidation des biens. C'est en tenant compte de l'intérêt des créanciers et de la station, mais aussi parce que Mme Tsutsumi a présenté un éventuel acquiescement elle a refusé de révéler publiquement l'identité, que le tribunal a finalement penché pour le règlement judiciaire. — T. B.

### Le mythomane et les mythes

Tout romantisme mis à part, Jacques Mesrine n'était pas, pour autant, un truand comme les autres. Sa culture et son niveau intellectuel — il avait fait des études d'architecture — expliquent qu'il ait pu donner à sa « fonction sociale » de gangster une dimension peu commune. Son intelligence ne lui avait-elle pas permis de se servir habilement des ressorts qui, chez les gangsters comme dans les affaires, garantissent la réussite, si douteuse soit-elle, dans une société qu'au fond de lui-même il méprisait et dont il se voulait le négatif parfait ?

Il fut, tout d'abord, un solitaire. Il ne possédait guère de relations dans le milieu traditionnel — que ses excès irritaient plutôt. Seul l'entourait un noyau d'amis capables, pour lui, de tous les sacrifices. Son isolement rendait précieuse sa vie de « cavale » face à l'armée de policiers qui était censée le traquer, mais il lui épargnait les indisciplinés qui finissent à « tomber » sous ses semelles.

A certains moments, il sut ennobler son équipée en la « politisant » quelque peu. Ce fut alors la croisade contre les quartiers de sécurité renforcée

dans les prisons, entamée au début de 1978, quelques semaines avant son évocation de la prison de la Santé. Un combat qu'il élargira par la suite à l'ensemble de la justice avec, à l'occasion, une débauche d'intentions éphémères : « Maintenant, c'est la guerre, écrivait-il à un de ses avocats. On ne peut pas avoir peur de la justice. Je n'ai plus aucune limite si on m'attaque dans mes sentiments. Quel qu'il arrive, la justice française devra prendre ses responsabilités. » Bien entendu, il était le dernier à accorder crédit à cette prétention : « politisation » de son « combat », mais il démontrait qu'il possédait à fond toutes les recettes de la « récupération ».

Il eut aussi un sens aigu des relations publiques — diffusant en cela de tous les « ennemis publics » qu'il avait précédé et qui réduisaient trop souvent leurs prestations à la simple activité criminelle. Mesrine aimait parler — de lui, — écrire — sur lui, — brosser par le verbe et la plume le portrait d'un employable judiciaire. Il savait trop bien que le Far-West de l'enfance avait laissé des traces profondes dans les mythes de l'imagerie populaire.

### La séduction de la cruauté

Mesrine était, en effet, doué, c'était certainement sa qualité la plus marquante — d'un sens psychologique peu commun dans les milieux criminels. Quelle que soit l'ignominie de ses actes, il était capable de s'attribuer un certain sentiment d'admiration. La presse — y compris celle qui fustige à longueur de colonne les petits « braqueurs » de banlieue, — lui donna une place exceptionnelle. De sa cruauté même, il sut user comme d'un instrument de séduction, pour faire frémir une opinion publique qui y trouvait de quel allier ses fantasmes. Lorsqu'il écrivait : « Je suis allé à la limite de la violence », il savait qu'il faisait rêver.

Reste pourtant un trait par lequel Mesrine s'identifiait bien à tous ses semblables : la mythomanie. Nul n'a jamais véritablement cru aux terribles crimes qu'il revendiquait un peu

JAMES SARAZIN.

### Faits et jugements

#### Plainte pour violences policières à Strasbourg.

Deux ressortissants maghrébins, MM. Mohamed Chakour, trentenaire, et Abdelouah Ben Lachkar, vingt-sept ans, viennent de déposer une plainte contre des fonctionnaires de la police judiciaire de Strasbourg, qu'ils accusent de violences leur égard. M. Marc Samson, juge d'instruction, a été chargé du dossier.

Les deux hommes avaient été arrêtés le 13 octobre dernier, en compagnie de deux amis, alors que, selon la police, ils venaient de vendre de la drogue. Inculpés et écroués pour ces faits, MM. Chakour et Ben Lachkar affirment, certifiés médicaux à l'appui, que cinq policiers, qu'ils ont identifiés, leur ont fait subir des sévices au cours d'un interrogatoire.

Le commissaire Lutz, chef du service régional de police judiciaire de Strasbourg, a déclaré de son côté que les fonctionnaires mis en cause se défendent d'avoir exercé la moindre violence à l'encontre des deux hommes.

● M. Jean-Pierre Vessillo, vingt-cinq ans, a été blessé, dans la nuit du 30 au 31 octobre, à la jambe gauche et au bas ventre, par un inspecteur de la 8<sup>e</sup> brigade territoriale, alors qu'il se trouvait avec trois amis place du Tertre à Paris (18<sup>e</sup> arrondissement). Il a été hospitalisé au C.H.U. Lariboisière, mais ses jours ne sont pas en danger.

D'après la police, M. Vessillo aurait frappé au visage sans raison le policier qui aurait alors, par mesure d'intimidation, sorti son arme et tiré deux fois sur le trottin. Des éclats auraient alors atteint le jeune homme.

### Le directeur de la police judiciaire : nous ne pouvions pas prendre de risques

Vendredi, à 18 h. 45, M. Maurice Bouvier, directeur central de la police judiciaire, a réuni les journalistes au ministère de l'Intérieur. La plupart des policiers de l'office central de répression du banditisme et de la brigade de recherche et d'intervention de la préfecture de police de Paris, qui avaient participé à l'opération contre Mesrine, étaient présents. M. Bouvier a notamment déclaré : « Nous savions, contrairement à ce qu'il a été dit que Mesrine était en relation avec le milieu. Toutefois, pour retrouver sa trace, nous avons été obligés d'enquêter auprès d'une centaine de personnes susceptibles de nous mener jusqu'à lui. C'est ainsi que, peu à peu, nos investigations ont permis de cerner quelques-uns de ses derniers complices, et plus particulièrement Charles Boer, arrêté vendredi gare Saint-Lazare — avec lequel Mesrine avait attaqué le journaliste de Minute, Jacques Tiller. Véritablement, pour retrouver Boer, quelques semaines d'investigations ont été nécessaires. C'est alors que, pour permettre une meilleure coordination entre les fonctionnaires de l'office central de répression du banditisme et la brigade de recherche et d'intervention, le premier ministre, sur proposition de M. Christian Bonnet, m'a chargé de superviser cette opération. »

A la question « Auriez-vous pu éviter de Tabattre », M. Bouvier a répondu : « Je me permettrai de vous rappeler cette déclaration de Mesrine au commissaire Broussard : « C'est celui qui tirera le premier qui aura raison. » C'est pourquoi, connaissant sa détermination, nous ne pouvions pas prendre le risque de le laisser se servir des deux grenades. Définitivement, il avait à ses pieds dans une sacoche, ce dont nous étions informés. Je vous rappellerai encore qu'au moment de la première remise de la rançon Lellèvre, à Dammarville, il n'a pas hésité à ouvrir le feu, alors que la voiture de police se trouvait à moins de 150 mètres de lui. Il n'aurait pas non plus hésité à tirer lors du hold-up du casino de Deauville. »

Toutefois, ce vendredi après-midi a été très riche en réactions et la nôtre, ajoute M. Bouvier. Quand la voiture de Mesrine s'est trouvée bloquée derrière le poids lourd, les policiers qui s'y trouvaient ont relevé la bache l'ont interpellé. Mesrine a alors ouvert sa portière et, s'il était sorti en levant les mains, l'affaire aurait pris une tournure différente. Mais, sachant qu'il n'hésiterait pas à utiliser les grenades, nous avons ouvert le feu. Je rappellerai d'ailleurs part qu'il avait avec lui un

### GRAFFITI

« Terre des hommes, viol de nuit ». « Trois cent cinquante jours d'ennui ». « Fête des mères, fête des affaires ». « Trois slogans noirs sur trois murs blancs. Trois cris de colère poussés par deux jeunes filles dans la nuit de La Roche-sur-Yon (Vendée), mais aussi trois infractions au code pénal. Dominique, dix-neuf ans, et Patricia, vingt ans, étudiantes en sociologie, ont comparu, vendredi 28 octobre, devant le tribunal de police de la ville, pour répondre de ces graffitis. »

« Ce ne sont pas des moyens légers de s'exprimer », a fait remarquer le juge. « C'était le seul moyen pour nous de prendre la parole », ont rétorqué les deux jeunes étudiantes. « Une vulgaire gaminerie », a sursauté l'officier de police judiciaire qui occupait le siège du ministère public. Leur avocat — une femme — guère plus âgée que les inculpées, a plaidé la disproportion de la peine : « La loi des mères est devenue une formidable exploitation commerciale », a-t-elle rappelé. En condamnant les deux étudiantes à 200 F et 300 F d'amende, le juge a précisé que ce n'étaient pas les idées qui venaient d'être condamnées, mais les actes. — (Cor.)

### DÉFENSE

#### POUR LA PREMIÈRE FOIS

### Un officier féminin à bord de la « Jeanne d'Arc »

De notre correspondant

Brest. — Première femme à porter l'uniforme d'administrateur maritime, Mlle Claude Lemaire, vingt-cinq ans, est aussi la première femme à bord d'un bâtiment de guerre de la marine nationale. Elle embarquera sur un navire de guerre de la marine nationale.

Jusqu'ici, l'habitude, et non de règlement, faisait que toute femme à bord d'un bâtiment de guerre devait l'avoir quitté avant le coucher du soleil. Mais l'arrivée de Mlle Lemaire (P.F.A.M.) ne servait que dans des unités à terre. Mais Mlle Lemaire fait exception à la règle.

Comme ses camarades masculins de la promotion 1978 de l'Ecole d'administration des affaires maritimes de l'Ecole Navale, elle embarquera le 5 novembre à bord de la Jeanne d'Arc, le navire-école de la marine nationale, pour une campagne d'application de la loi de 1978 sur le monde. Le bâtiment partira le mardi 20 novembre de Brest.

En attendant que la Jeanne prenne la large, Mlle Lemaire participera avec ses camarades de l'Ecole d'administration des affaires maritimes et avec une centaine de midships (élèves-officiers de la marine) à une formation à quai et à bord même du navire. La jeune fille n'est pas une inconnue pour les officiers-élèves. Elle est allée à l'Ecole

JEAN DE ROSIERE.



## ÉDUCATION

### MALGRÉ L'OPPOSITION DE L'INTERSYNDICALE Une partie des collections historiques de l'Institut de recherche pédagogique va être transférée à Rouen

Après le Centre régional de documentation pédagogique (C.R.D.P.) de la rue d'Ulm, à Paris («le Monde» du 10 octobre), la section des collections historiques de l'Institut national de recherche pédagogique (I.N.R.P.) est menacée à son tour. Une partie de ses collections doit, en effet, être transférée à Rouen, le reste demeurant à Paris.

La décision concernant le transfert à Rouen dans un hôtel du salin, en cours de restauration et destiné à devenir un musée de l'histoire de l'éducation, a été rendue publique au début du mois de juin par la direction générale de la programmation et de la documentation. Un arrêté ministériel pris le 27 août a entériné définitivement cette décision qui fut prise, souligne le personnel de la section des collections historiques, «sans aucune concertation à la base n'importe où». Dès le 28 juin, les représentants du personnel avaient été au directeur de l'I.N.R.P., M. Jacquard, pour protester contre le déménagement de la section à Rouen. Ce dernier leur a répondu, le 11 septembre, pour les mettre devant le fait accompli : «M. Jacquard n'a d'autre part, refusé de répondre à nos questions sur cette décision.

L'intersyndicale, qui regroupe la C.G.T., la C.F.D.T. et la F.N.T. — et qui a rencontré, le 22 octobre, les membres de l'administration de l'I.N.R.P. — s'oppose à ce qu'elle considère comme un «démantèlement» de l'I.N.R.P. «Nous ne sommes pas contre le principe de la décentralisation, déclarent ses membres, mais quelle soit au moins cohérente. Or on ne démantèle qu'une partie du service, c'est-à-dire

les collections historiques et le matériel scolaire (pupitres, pupes, plumes, etc.) qui seront présentés à Rouen. Mais les locaux qui abriteront le musée d'histoire de l'éducation sont loin d'être restaurés et les collections historiques qui doivent quitter la rue d'Ulm le 1<sup>er</sup> janvier 1980 resteront au moins deux ans dans des caisses. L'autre partie du service — la photothèque et la bibliothèque — doit rester rue d'Ulm.

Selon les membres du personnel, «cette décision fait preuve de la totale méconnaissance totale d'une partie qui utilise le service — gens de la presse, de la radio, de la télévision, du cinéma, universitaires qui font un travail de recherche — et de la richesse du fonds historique». En effet, ce dernier contient, outre les objets scolaires, trent-cinq mille iconographies et estampes dont certaines datent du dix-septième siècle et sont prêtes pour de multiples expositions. Mais le prêt ne fonctionne plus depuis le mois de juin.

L'intersyndicale demande que l'échéance du 1<sup>er</sup> janvier soit repoussée et souhaite que s'ouvre «un dialogue constructif avec le cabinet du ministre de l'éducation, afin d'empêcher le péril qui semble gagner de nombreux secteurs de la recherche en France».

M.-A. T.

### L'abandon de la réforme du baccalauréat Intérêts et inquiétudes

L'annonce officielle de l'abandon du baccalauréat, le report de l'orientation des lycéens (le Monde du 11 octobre) a suscité des réactions généralement favorables parmi les enseignants et les parents d'élèves. «Le projet mérite attention», dit la Fédération de l'éducation nationale, qui apprécie que soient abandonnées «les orientations prématurées, défectueuses». Le Syndicat national des enseignants de second degré (S.N.E.S.) observe, pour la part : «Le cadre scolaire actuel rend possible une discussion d'un second cycle moins cloisonné, progressivement spécialisé et dont les contenus doivent répondre aux exigences actuelles de formation». Toutefois, «la poursuite de ces intentions annoncées dépendra des volumes horaires et des contenus des programmes, ainsi que des moyens mis en œuvre».

Le Syndicat national des lycées et collèges (S.N.L.C.) se déclare «prêt à participer à toute concertation qui aurait pour objet le perfectionnement des procédures d'orientation» et s'en prend, une nouvelle fois, à l'«indéfinissable» réforme Elby. La Confédération nationale des

groupes autonomes (C.N.G.A.) «a réintégré le report de l'orientation à la fin de la seconde n'aboutisse, en fait, au raccourcissement d'un an du second cycle proprement dit, avec, notamment, pour conséquence une baisse du niveau général à la fin de la terminale». De même, la Société des agrégés juge «injustifiable» les projets ministériels : «Rapporter l'orientation à la fin de la seconde, exprimer l'intention de ne pas mettre en temps voulu en limites les quatre épreuves du baccalauréat prévues par la réforme de 1976 à la fin de la classe de première conduirait tout droit à la mort des lycées et de ce qui reste de l'enseignement secondaire».

La Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (F.C.P.E.-Corne) est favorable à l'instauration d'un tronc commun en seconde, mais affirme que «la portée de cette mesure positive est minuscule par l'absence d'une orientation préalable». Enfin, la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (F.P.E.P.-Legarde) se déclare «favorable au principe» de l'orientation en fin de seconde, pourvu qu'il y ait «un suivi de la réforme».

### La Ligue de l'enseignement et le Grand-Orient veulent relancer le «combat laïque»

«Vivre la laïcité, c'est refuser la passivité». Ainsi peut se résumer le texte publié en commun par la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente (1) et le Grand-Orient de France, tous deux soucieux de relancer le «combat laïque» en période de repli de renouveau, d'abandon, le fait vers l'irresponsabilité.

«Le droit au travail est aujourd'hui gravement mis en cause», souligne le texte. «Le chômage n'est pas seulement un handicap mais aussi une altération dramatique (...) Des mécanismes sociaux très élaborés, la classification et le détournement des découvertes scientifiques et techniques, une action culturelle sans ambition, servent à conditionner la population, à conformer les mœurs, à intégrer les personnes

dans les normes rigides d'une société qui est celle du profit et non celle des hommes.

«L'espace des libertés individuelles et collectives se restreint, certaines procédures judiciaires et administratives sont de véritables dénis de justice. Insidieux ou brutal, l'autoritarisme et, avec lui, l'intolérance.

La Ligue et le Grand-Orient refusent «la fatalité de l'intégration» et invitent à «démocratiser et combattre les chefs, spirituels et politiques, qui tentent de se poser comme directeurs de conscience des peuples» ; ils appellent leurs militants à «témoigner concrètement de cette volonté» où qu'ils se trouvent.

(1) La Ligue française de l'enseignement, 3, rue Beaumais, 75001 Paris, Cédex 07, a été créée en 1921 par Jean Macé, membre du Grand-Orient de France.

## SCIENCES HUMAINES

### Le «laboratoire naturel» de Macao

De notre envoyé spécial

Macao. — Le docteur Almeida Lessa est un vrai personnage de Flaubert. Ce professeur d'anthropologie tropicale à Lisbonne et à Évora, à l'attitude d'un joyeux normand, le teint bruni, des cheveux noirs en queue de cheval, le cheveu blanc d'un peu ébouriffé du devant, le nez champlevé, il s'est mis en tête, voici quelque temps, de créer à Macao une «université» internationale, qui ne ressemble guère aux autres puisqu'elle n'a pas de campus, pas de disciplines fixes, pas de corps permanent de professeurs, et qu'elle ne délivre pas de diplômes.

«Nous ne vivons pas, dit le professeur Lessa, à donner des informations, mais à aider les hommes à mieux gagner leur vie, mais à mieux la comprendre, la servir et l'aimer».

Il a associé étroitement à son entreprise M. Jacques Ruffié, professeur au Collège de France, qui poursuit dans cette région, avec une petite équipe de chercheurs, l'anthropologie géographique, discipline dont il fut l'un des pionniers avec le professeur Jean Bernard.

C'est au reste à ce dernier que revient l'honneur d'avoir les travaux de cette nouvelle université portant sur «l'information et le développement dans la décennie 80». Dans la salle d'apparat du local Sanado, où viennent se faire introniser les professeurs de Macao, sous les plafonds de caissons d'ébène, dans un décor de pourpre et d'or, l'air du vieux Macao, l'émotion académique brossée, avec la simplicité qu'on lui connaît, une fresque des trois grandes bouleversements de la médecine d'aujourd'hui et de demain : la maîtrise de la reproduction «dans les dix années à venir, nous disposerons de vaccinations contre la grossesse», la maîtrise de l'hérédité (la recombinaison génétique *in vitro*) ; la maîtrise du système nerveux (progrès de la psychologie) et de la psycho-pharmacologie.

Par souci de logique, on avait

regroupé durant les premiers jours du séminaire inaugural les communications des spécialistes français. C'est ainsi que le docteur G. de Thé, directeur de recherche au C.N.R.S., traitant des «facteurs géographiques, culturels et écologiques du développement du cancer», expliquait comment Macao pouvait être — ainsi que l'avait pressenti M. Jacques Ruffié, il y a une quinzaine d'années — un vrai laboratoire de recherche.

On ne peut plus se borner aujourd'hui à approfondir les recherches de biologie moléculaire pour avoir raison du cancer. Il faut s'intéresser de plus en plus à l'anthropologie médicale, et tâcher de déterminer les facteurs d'environnement, de style de vie, de nutrition, etc., qui expliquent pourquoi dans telles régions du globe tel type de cancer est plus fréquent que dans d'autres, pourquoi, par exemple, le cancer du rhino-pharynx est plus développé qu'ailleurs dans la zone de Canton. Est-ce la consommation

de tel poisson séché qui en est la cause ? Ou autre chose ? Le découvrir, c'est la possibilité d'agir préventivement plutôt que par traitement, ce qui est, au reste, une sagesse plus chinoise que française.

Le matin même, le professeur Jacques Ruffié avait expliqué pourquoi Macao était à cet égard un poste d'observation idéal : sa population est composée en effet de purs Chinois, de métis et de Blancs (Portugais). On peut ainsi calculer l'évolution des risques suivant le pourcentage de sang chinois dans la famille. Le travail consiste à établir la structure démographique de la population, les types de décès annuels par année (ce qui n'est pas très facile car beaucoup de Chinois préfèrent aller mourir en Chine que sur le territoire portugais de Macao), suivre un certain nombre de familles en leur faisant remplir des questionnaires sur leurs habitudes de vie, en étiquetant les types sanguins, etc., etc.

### «L'autogestion de la santé»

prévention des troubles par les recherches pluridisciplinaires et notamment la «pathologie géographique» dont Macao est l'un des pôles de développement.

Dans un tout autre domaine pathologique, Macao pourrait être une colline de recherche pour l'étude de l'hyperpression artérielle. Le professeur Philippe Meyer, de l'hôpital Necker, a rappelé dans son intervention au palais du Sanado le rôle du sel dans cette affection qui augmente avec l'âge, sauf dans certaines tribus primitives ou dans certaines régions. On a très peu de renseignements sur l'hyperpression chez les Chinois, et comme pour le cancer du pharynx, des études sur les habitants de Macao pourraient être systématiquement poursuivies.

Le Sud-Est asiatique n'a pas encore livré toutes ses informa-

tions d'anthropologie médicale, mais une chose est sûre : de 1970 à l'an 2000, sa population va croître de 150 %. C'est ce que souligne M. J. Fiesh, président du Centre international de gérontologie sociale, qui oppose cette explosion démographique au vieillissement des populations des pays industrialisés. Quelle politique sociale adopter pour le troisième âge ? On ne peut valablement en parler que si elle répond à quatre besoins des personnes âgées, pour servir l'ordre : les besoins élémentaires de la vie qui, même dans les sociétés industrielles, ne sont pas toujours assurés parce qu'elles ont leurs «exclus» ; les besoins de sécurité, c'est-à-dire de garanties contre les vicissitudes de l'existence, la santé étant le premier bien, définie par l'absence de «la facilité de s'adapter aux changements de l'environnement» ; les besoins sociaux, s'agissant essentiellement de rompre le cercle de la solitude qui se referme sur le retraité, enfin les besoins de l'ego, c'est-à-dire de considération et de création.

L'université internationale de Macao n'aurait pas justifié pleinement sa vocation interdisciplinaire si elle n'avait accueilli également en cette première semaine des exposés sur des thèmes variés allant de l'urbanisation de Rio de Janeiro (Dr. Marcus Tamarit) à l'«environnement» ; les besoins sociaux, s'agissant essentiellement de rompre le cercle de la solitude qui se referme sur le retraité, enfin les besoins de l'ego, c'est-à-dire de considération et de création.

Jamais le palais du Sénat n'avait vu défilé une telle cohorte d'universitaires de culture française. De quel rendre jalous les gouverneurs portugais dont les effigies s'alignent sur les murs, comme à la parade, depuis cette fin du quinzième siècle où fut fondée à Macao, la première république démocratique de l'Orient.

PIERRE DROUIN.

## RELIGION

### Aux sources du progressisme protestant

Le développement de l'intégrisme protestant (1) et celui du progressisme protestant sont parallèles. Les prises de position de l'un entraînent les répliques et les contre-attaques de l'autre. Tous deux ont en commun de n'être pas des phénomènes limités au protestantisme ; mais beaucoup plus que l'intégrisme, le progressisme englobe hardiment les frontières confessionnelles et, à l'inverse de l'intégrisme, le progressisme ne songe pas à se donner une organisation spécifiquement protestante. Beaucoup de progressistes protestants se trouvent à l'aise dans le mouvement interconfessionnel chrétiens pour le socialisme. Cependant,

certaines organes de presse (comme la revue *Parole et Société*, qui a succédé au *Christianisme social*, d'inspiration toute différente) et certains groupes d'études et d'action (comme par exemple *Vaigrard 46*, qui se veut «lieu de rencontre du progressisme chrétien et du progressisme politique») sont nettement d'origine protestante. Le progressisme protestant assure aussi dans certaines parties, et notamment au chapitre VII du livre *Eglise et Pouvoir* publié à titre de document d'études par la Fédération protestante de France en 1971, et qui a suscité alors bien des remous, même à l'extérieur du protestantisme.

### Les origines

Nous serions tentés de rechercher les origines du progressisme protestant dans la longue crise des mouvements de jeunesse protestants, plus précisément dans la crise de l'Alliance, qui éclata en 1962 et se prolongea jusqu'en 1968-1967. Cette crise a été une sorte de préface religieuse aux événements de mai 68. Elle opposait les dirigeants des mouvements de jeunesse aux autorités ecclésiastiques et, d'une façon générale, à l'intégrisme protestant. La rupture d'Algerie n'était pas étrangère à la naissance de ce conflit. L'Alliance rapprochait en effet aux Eglises leur timidité dans la dénonciation de cette guerre absurde, leur compromission objective avec le pouvoir et l'idéologie dominante. Il est vrai que si les Eglises de la Réforme avaient assez rapidement et courageusement dénoncé la pratique de la torture, elles avaient été lentes à reconnaître et à proclamer que l'ère coloniale était terminée, même en Algérie. Mais, par-delà la conjoncture, la critique de l'Alliance prenait un aspect global.

En 1963, trois numéros de la revue *Le Semeur*, organe de la Fédération française des associations chrétiennes d'étudiants, formulaient les thèmes qui sont demeurés ceux du progressisme protestant : opposition entre le protestant moyen, embourgeoisé, vertueux et conformiste, et le Christ des Évangiles (qu'on aura de plus en plus tendance à appeler Jésus de Nazareth), homme libre, révolutionnaire, dont l'action visait à subvertir les hiérarchies politico-religieuses ; une éthique sexuelle dégagée de tout moralisme et n'imposant pas forcément une exclusion des relations sexuelles entre les conjoints ; une éthique sociale s'en prenant à l'amour chrétien et à l'occupation par l'amour chrétien des luttes de classes.

Ces thèmes, amplifiés par la

contestation de mai 68, vont donner naissance à un mouvement à la fois théologique et politique qui trouvera ses modèles dans les luttes de libération du tiers-monde (et particulièrement d'Amérique latine) et s'inspirera des théologies de la révolution et des théologies noires qui se sont développées dans ces continents. Parmi les tenants de ce mouvement, certains s'écarteront progressivement de l'Eglise, réputée ingérable parce qu'elle est totalement ingérée dans le «système» et asservie aux idéologies dominantes, d'autres y resteront fidèlement attachés, estimant que l'Eglise peut encore basculer du côté des pauvres et des opprimés et qu'une action dite subversive menée à l'intérieur des Eglises peut encore y produire une nouvelle Réforme.

En tout cas, le progressisme entend lier fortement théologie et politique, ne croyant pas que le théologien — ou le chrétien — puisse se réugier dans une neutralité qui serait en réalité un appui déguisé aux classes et aux idéologies dominantes. La réconciliation mutuelle de la théologie chrétienne et de la politique révolutionnaire est sans doute le thème majeur d'un livre qui a fait quelque bruit et, à sa manière vigoureux, de Georges Casalis, *Les idées justes ne tombent pas du ciel* (2). Ce livre peut être considéré comme le manifeste du courant progressiste protestant. Son sous-titre en indique bien l'intention : «Éléments de théologie inductive».

Cette théologie s'appuie à la fois sur la Bible et sur la pratique du donné révélateur pour en déduire les conséquences. Toutes les théologies du passé ont été essentiellement déductives, mais en même temps, elles ont été (est-ce pure coïncidence ?) des expressions idéo-

logiques des classes dominantes. La théologie inductive, elle, consiste à «lire l'Évangile et la tradition chrétienne à partir de la praxis, c'est-à-dire d'une pratique concrète de lutte de classes». Les idées justes ne tombent pas du ciel, elles montent de la praxis. Mais pourquoi ont-elles besoin de cette lecture de l'Évangile ? L'auteur le dit plus clairement. Cette pratique révolutionnaire doit-elle être éclairée par la rencontre avec Jésus ou s'écarter du jugement de Christ ? L'idée que la praxis de lutte de classes, seul moyen pour mettre fin à l'exploitable, puisse être soumise au jugement de l'Évangile n'est nulle part explicitement mentionnée. Sans doute n'a-t-elle pas besoin de l'être, puisque l'auteur postule avec de nombreux théologiens de la libération que Jésus est un militant révolutionnaire, un libérateur, un homme du peuple qui se dresse face à l'ordre de l'exploitation capitaliste. Il y a donc entre ce Jésus et la rencontre de lui nous conduit l'Écriture et la praxis révolutionnaire, une sorte de connivence préétablie. Premier acte théologique, la rupture avec l'ordre établi, avec les classes et les idéologies dominantes, la militance est aussi la clé hermétique qui ouvre l'intelligence véritable de l'Écriture. Ce n'est pas que l'auteur méconnaît l'importance du travail de la critique historique, mais il faut s'en emparer.

### Certaines audaces verbales

G. Casalis est un théologien trop averti pour ne pas sentir qu'à certains moments il risque de sacrifier l'histoire, dans la mesure où elle est une histoire de lutte des opprimés. Il s'en défend avec énergie (page 62 en particulier). Le lecteur ne reste pas moins surpris de certaines audaces verbales quand, par exemple, l'auteur, parlant de «la pure merveille de mai 68», le définit ainsi : c'est «l'expérience de la vérité de la société sans classes, telle que la prophétise Paul, l'apôtre».

Le progressisme entend-il faire sauter l'institution ecclésiastique, ou s'en séparer ? Non, G. Casalis préconise une rupture sans coupure, l'ouverture d'un front contre-théologique.

au sein des institutions. C'est dire qu'il ne désespère pas d'une réforme de l'Eglise, assez différente, c'est le moins qu'on puisse dire, de celle du XVI<sup>e</sup> siècle.

Quelle est l'importance du courant progressiste au sein du protestantisme français ? L'intégrisme à lui et à d'assez gros bataillons. Ceux du progressisme sont plus minces, et nous serions tentés de penser qu'ils ont un caractère plus intellectuel, voire élitiste. Mais alors, où se situe le gros des troupes protestantes ? C'est une autre question, et elle n'est pas simple.

ROGER MEHL.

(1) *Le Monde* du 30 août 1977. (2) Paris, Le Cerf, 1977.

26 oct. - 4 nov.  
**BROCANTE de PARIS**  
100 EXPOSANTS  
PISCINE DELIGNY  
On y mange... On y boit...

*Le Gaillard*  
mensuel homosexuel d'information  
en vente 7fr.  
dans tous les kiosques  
gares et maisons de la presse  
exemplaire gratuit contre ce bon  
éditions du triangle rose  
BP 183 75003 PARIS CEDEX 11

*Le Monde* des  
**PHILATÉLISTES**  
L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

**LE MONDE**  
méthode pour la disposition  
des lecteurs des rubriques  
d'annonces immobilières  
Vous y trouverez peut-être  
**LES BUREAUX**  
que vous recherchez

سكربت الحاصل



**ACTUELLEMENT DANS 16 SALLE**







## RADIO-TÉLÉVISION

## En Grande-Bretagne

## Protestations après l'amputation des crédits alloués aux services extérieurs de la B.B.C.

De notre correspondant

Londres. — Plus de cent députés, dont quatre-vingt-dix conservateurs, ont déposé aux Communes une motion déplorant l'amputation de 2,7 milliards de livres des crédits alloués aux services extérieurs de la B.B.C. Cette réduction, bien qu'inférieure à celle de 4 milliards d'abord envisagée, a amené le Foreign Office à décider la suppression des émissions en langues française, allemande, grecque, turque, espagnole (sauf à destination de l'Amérique latine), ainsi que les services multilingues bilingues.

Une défaite du gouvernement n'est pas exclue, mais il ne semble pas qu'elle puisse modifier l'attitude de Mme Thatcher, qui a confirmé au directeur de la B.B.C. que cet organisme devait également accepter des sacrifices. Aux Communes, M. Shore, au nom de l'opposition travailliste,

a souligné qu'une majorité de la Chambre était contre la réduction des crédits extérieurs de la B.B.C. M. Criswell, auteur de la motion, a qualifié d'insensée la décision de supprimer le service français, à un moment où il dit qu'il y a de nouveaux problèmes devant se résoudre dans le contexte de la Communauté européenne, et particulièrement avec la France.

Dans un éditorial, *Le Guardian* critique de Foreign Office, pour avoir concentré ses attaques sur les services extérieurs de la B.B.C., et lui reproche notamment la répartition des sacrifices : « Pour économiser 1 million de livres par an, nous allons cesser de parler aux Français directement et dans leur langue, à un moment où la lutte pour la réforme du budget communautaire s'intensifie. »

## LE FOREIGN OFFICE : les auditeurs français peuvent toujours écouter le service en anglais

La voix historique de la B.B.C. ne se fera donc plus entendre en français. Telle est la triste conséquence des réductions budgétaires pour limiter les crédits à la campagne électorale menée en Grande-Bretagne et à l'étranger par les amis et les auditeurs des services extérieurs de la B.B.C. Ceux qui ont gardé en mémoire les heures difficiles du temps de guerre où le micro de la B.B.C. diffusait les paroles d'espoir du général de Gaulle sont profondément attristés de la suppression des émissions en français. Et tous ceux, des plus illustres au plus obscurs, ont, de près ou de loin, apporté leur contribution aux

services français d'une haute qualité professionnelle regrettée cette disparition. Au fil des années, un dialogue s'était établi à travers la Manche, permettant les échanges et parfois l'affrontement des idées, et surtout les explications nécessaires à l'élimination des malentendus.

A un moment où les relations de la Grande-Bretagne avec le reste de l'Europe s'aggravent, et dans la perspective de l'entrée dans la Communauté de l'Espagne, de la Grèce et de la Turquie, on déplore que la Grande-Bretagne ne s'adresse plus dans leur langue à ses partenaires européens.

Certes, la décision répond au souci de maintenir les émissions destinées à l'Europe orientale, y compris l'Allemagne de l'Est. D'où le maintien du service en langue allemande. Mais, du même coup, la B.B.C., qui a toujours voulu s'adresser autant à ses amis qu'à ses adversaires potentiels, s'expose à l'accusation de n'être qu'un simple organisme de propagande assimilé à la Voix de l'Amérique ou à d'autres stations privées. Son prestige en souffrira, y compris et surtout à l'Est.

Supprimer les émissions en français placées sur le même plan que le bilingue ou le multilingue, n'est-ce pas trahir l'ambivalence de ces trois plus importantes langues mondiales et ignorer les quelque cent millions d'Africains francophones auxquels la B.B.C. ne s'adressera plus qu'en anglais ?

« Les auditeurs étrangers, particulièrement ceux de France, peuvent toujours écouter le service mondial en anglais », a dit le représentant du Foreign Office. Où trouver une meilleure illustration d'arrogance insulaire ?

HENRI PIERRE.

● Radio - Canal, radio libre lyonnaise, qui avait pratiquement cessé d'émettre depuis sa saisie, en novembre 1978, a repris ses émissions de radio libre, pour les trois quarts au-dessus des océans. Deux satellites du même type sont récemment rentrés dans l'atmosphère terrestre, aucun débris n'en avait été retrouvé.

## SAMEDI 3 NOVEMBRE

## CHAÎNE I : TF1

- 18 h 40 Magazine auto-moto.
- 19 h 10 Six minutes pour vous défendre.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 Les Inconnus de 19 h 45.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Numéro un : Joe Dassin.
- 21 h 35 Les Amériques années 30 : Mort sans témoin.
- 22 h 30 Télé-foot 1.
- 23 h 50 Journal.

## CHAÎNE II : A2

- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Téléfilm : Mme Soudis. D'après Zola. Adaptation C. Huppert et L. Heynemann. Réalisation C. Huppert. Avec H. Bary, P. Clément, M. Andrieu, P. Biron. L'histoire d'une petite provinciale double pour la peinture. Elle épouse un jeune imprimeur, qui devient très riche mais perd son talent dans l'alcool. D'après Zola, un téléfilm où Nathalie Baye s'impose.

- 22 h 20 Variétés : Collarashow.
- 23 h 20 Journal.

## CHAÎNE III : FR3

- 18 h 30 Pour les Jeunes.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 55 Dessin animé. Super-bébé : superstar.
- 20 h Les Jeux.
- 20 h 30 Le roman du samedi soir : le Pape des escarpes. D'après Henri Vinciguerra, réal. J. Kerebrou. Le Pape des escarpes, mi-prophète mi-déclat, symbole de l'attachement au passé, prend un jeune sculpteur sous sa protection.
- 21 h 40 Danse : Tcherina au masculin. Réalisation Dirk Sanders. Pour ses débuts à la danse, Ludmilla Tchérina a choisi de reprendre les pas de deux de ses ballets : le Martyre de Saint-Sebastien et Bonaparte. Deux rôles d'homme, d'où le titre de l'émission.
- 22 h 40 Journal.

## FRANCE-CULTURE

- 19 h 30, Concert de notes en Irlande : L'histoire du pays.
- 20 h 15, L'Alphé aux églises, hommage à Lofa Masson pour le dixième anniversaire de sa mort, par J. de Bont. Avec J.-M. Ferry, P. Constant, M. Touquet, R. Poirier, etc., réal. R. Frémy (rediffusion).
- 21 h 35, Ad lib, avec M. de Bréville.
- 22 h 5, La rague du samedi.

## FRANCE-MUSIQUE

- 19 h, Concert-lecture : Autour de Berlioz. Pageant, Chabrier et A. Reicha.
- 20 h, 30 Festival de Salutes : La chapelle royale, dir. Ph. Barrois, avec A. Verkindere, D. James, C. Caza, V. Stender, J. Savali, Ch. Caza et J. Soulestin. « Cantate BWV 108 Gottes Zeit ist die allerbeste Zeit » (Actus tragique), de Bach ; « le Tombeau de M. de Malton », de Maréchal ; « la Pompe funéraire », de Couperin ; « la Messe des morts », de M.-A. Charpentier.
- 22 h, 30 Ouvert la nuit : La musique se livre. « Philosophie de la nouvelle musique », de Th. Adorno ; 23 h, GRM-INA « Qui dit-quel-qui » : « L'Alphé », de Chabrier ; « Cécile », de Berlioz ; « Concerto pour clarinète au Au-delà du hasard », de Barraqué ; 24 h, 5, Concert de minuit : Concerto national France-Côte d'Azur, dir. Philippe Bender ; œuvres de Fourchotte, Chaynes et Marie ; 1 h, Beno-titres.

## DIMANCHE 4 NOVEMBRE

## CHAÎNE I : TF1

- 9 h 15 A Bible ouverte : Joseph et ses frères.
- 9 h 30 Orphodone.
- 9 h 40 Présence protestante.
- 10 h 30 Le jour du Seigneur.
- 11 h Messe en l'église de Montels. (Taro-et-Garonne).
- 11 h 30 Téléfilm : Père P. Aeberry.
- 12 h La séquence du spectateur.
- 12 h 30 TF1 - TF1.
- 13 h Journal.
- 13 h 20 C'est pas sérieux.
- 14 h 30 Les rendez-vous du dimanche.
- 15 h 30 Michel Drucker.
- 15 h 35 Série : Mlle fantastique.
- 16 h 30 Sports premiers.
- 17 h 55 Dramatique : « Pourquoi tuer le pape ? » De R. Tyborowski, d'après Ch. Exbrayat.
- 18 h 25 Les animaux du monde.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Chénas : « La Strène du Mississippi ».

Film français de P. Truffaut (1969), avec J.-P. Belmondo, G. Delannoy, M. Bonquet, N. Borgeaud, M. Berbert. (Rediffusion.)

Un industriel de la Réunion épouse une jeune femme qu'il a connue par les petites annonces matrimoniales. C'est une comédie sur le drame. Mais il s'agit de la retrouver, ne pouvant plus se passer d'elle. Transposition, infidèle sur certains points, d'un roman d'Angela de William Irish. En fait, un film romantique sur l'émotion, où l'on retrouve l'esprit de Truffaut.

22 h 40 Ballet : Le Sacre du printemps. De Stravinsky, par le Ballet-Théâtre Russe et l'Orchestre philharmonique de l'O.R.T.F., sous la direction de Ch. Bruck.
- 23 h 20 Journal.

## CHAÎNE II : A2

- 11 h On ne go.
- 11 h 15 Concert. Symphonie concertante pour violon et alto en si bémol majeur de Beethoven, par le Orchestre philharmonique de l'O.R.T.F., dir. E. Krivine, sol. J. Dupont.
- 11 h 45 Chorus.
- 12 h 25 Variétés : Trompion 80.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 20 Série : Des brutes.
- 14 h 15 Jeu : Des chiffres et des lettres pour les jeunes.
- 15 h Des animaux et des hommes.
- 15 h 50 Mafex : Passa-passe.
- 16 h 40 Série : La corde au cou. L'affaire Bolocron.
- 17 h 40 Chèque : International Circus.
- 18 h 40 Spéciale 2.
- 19 h 45 Top club.
- 20 h Journal.

## CHAÎNE III : FR3

- 10 h Émission de l'I.C.E.I. destinée aux travailleurs immigrés. Images de Tunisie.
- 10 h 30 Mosaïque... au Portugal. Le Télé-journal avec les chanteurs Castilho Silva et Medeiros Iglesias ; Des reportages sur le train de la joie et les fêtes de Santa-Maria et Neves, etc.
- 11 h 30 Prélude à l'après-midi. « Quintette en do majeur », opus 183, de Schubert, avec R. Pasquier, E. Dalmas, violon ; R. Pasquier, alto ; R. Pido et R. Pido, violoncelle.
- 12 h 30 Il n'y a pas qu'à Paris.
- 13 h 30 Rire et sourires.
- 14 h 30 Spécial DOM-TOM.
- 15 h Festival International du jazz : Ray Charles.
- 16 h 30 Les grandes villes du monde : Varsovie. Réalisation T. Makarewicz.
- 17 h 30 Journal.
- 18 h 30 Encyclopédie audiovisuelle du cinéma. Par C.-J. Philippe : Jean Cocteau, de l'écriture au cinématographe.
- 22 h Ciné-regards.
- 22 h 30 Chénas de minuit (cycle treize inédits) : « Amour ».

Film italien de R. Rossellini (1974), avec L. Vannucci, D. Darel, V. Sabat, R. Forzano, R. Balbo, L. Gaudenzi, P. Bonaccini, T. Blacchi (70 ans, sous-titré).

De 1944 à 1954, l'histoire politique d'Alcide De Gasperi. L'homme-lettre film (rédit) de Rossellini. Une leçon d'histoire didactique et engagée pour des spectateurs français. Ne peut être diffusée que les cinéphilas. Ils seront, d'ailleurs, déçus.

22 h 30 Chénas de minuit (cycle treize inédits) : « Amour ».

## FRANCE-CULTURE

- 7 h 7, La fenêtre ouverte.
- 7 h 15, Magazine religieux.
- 7 h 40, Chasseurs de son.
- 8 h, Orthodoxie et christianisme oriental.
- 8 h 15, Protestantisme.
- 9 h 10, Écoute Israël.
- 9 h 40, Divers aspects de la pensée contemporaine : le Grand Orient de France.
- 10 h, Messe au cimetière de Saint-Germain-en-Laye.

- 11 h, Regards sur la musique : Messiaen.
- 12 h, 43, Concert : Festival estival de Paris : « Quatuor à cordes » (Ponseti) ; « Quatuor : la jeune fille et la mort » (Schubert), par le Quatuor de Budapest.
- 13 h, La Comédie-Française présente : « L'Intrigue de l'écrou », de Prosper Mérimée, d'Arthur Adamov, avec M. Eichenberg, N. Silber, M. Tristan, L. Arbestier, etc.
- 14 h, 4, La proposition. L'expédition Paris-Moscou.
- 15 h, 30, Scènes de l'espérance.
- 16 h, 30, Ma non troppo.
- 17 h, 10, Le cinéma des cinéastes.
- 18 h, 40, Atelier de création radiophonique.
- 19 h, Musique de chambre, « Sonate n° 21 opus 103 » (Beethoven) ; « Concerto de violon » (Rubin) ; « Quatuor n° 3 : neuf études » (B. Jolas).

## FRANCE-MUSIQUE

- 7 h, 3, Musique Chantilly : œuvres de C.-M. Von Weber, Chabrier, M. Strauss, R. Fauré, M. Lillocheur.
- 7 h 44, Musique Chantilly (suite) : œuvres de C.-M. Von Weber, Chabrier, M. Strauss, R. Fauré, M. Lillocheur.
- 8 h, Cantate de Bach, pour le vingt et unième dimanche après la Trinité.
- 9 h, 2, Sélection concert.
- 9 h 7, Charles Tournemire : « l'Orgue mystique » : « la Toussaint », par George Dervall.
- 9 h 30, Vocalises.
- 10 h, Concert, au direct du Théâtre d'Orsay, avec la Lindsey String Quartet : « Quatuor opus n° 1 », de Beethoven ; « Quatuor opus n° 13 », de Mendelssohn.
- 11 h, Équivalences (interprètes ou compositeurs étrangers) : « Sonate Longo 23 en mi majeur », de Scarlatti ; « Sonate Longo 475 en la mineur », de Scarlatti ; « Sonate n° 8, opus 10 n° 2 », de Beethoven.
- 12 h, 30, Opéra-Bouffon : « Orphée aux enfers », 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> actes de J. Offenbach. Chœurs et Orchestre du Capitole de Toulouse et les Petits Chanteurs à la Croix Potence, dir. : M. Fauriol.
- 13 h, La tribune des critiques de disques : « Système Symphonie » de Martini.
- 14 h, Concert : « Ouverture de Léonore n° 2 », de Beethoven ; « Concerto pour piano et orchestre, en mi bémol majeur K 271 », de Mozart ; « Sonate pour piano en sol mineur, L. 330 », de Scarlatti ; « Deuxième Symphonie en mi mineur », de Beethoven, par l'Orchestre national de France, dir. W. Torkanowsky, avec Ch. Zacharias, pianiste.
- 15 h, Musiques chorales : Chœurs pour Doris, d'après des poèmes de Verlaine, de Stockhausen ; Choral : « La souffrance donne la vie », de Stockhausen ; dir. : R. Stockhausen.
- 16 h, 30, Jazz vivant : le quintette de Stan Getz (grande parade de jazz à Nice) ; le quintette de Scott Hamilton (Baptiste Carlini).
- 17 h, 30, Concert de musique de chambre, avec le concours de P. Ch. Range, bariton, J.-P. Barry, piano, et le Quatuor Bernède : « Liederkreis », opus 20 de Schumann ; « Quatuor de 18 », de Villa-Lobos ; « Quatuor de Chausson ».
- 22 h, 30, Ouvert la nuit : Après concert : 23 h, Portraits en petites touches : « Sonate pour violon et piano », de Ravel ; 0 h 5, Comment l'entendez-vous : « Debussy », par Vladimir Jankélévitch.

## SCIENCES

Pesant plus de 10 tonnes

## LE SATELLITE AMÉRICAIN PÉGASE-2 DEVAIT SE DÉSINTÉGRER LE 3 OU LE 4 NOVEMBRE

Washington (AFP, UPI, AP, Reuters). — Le satellite scientifique américain Pégase-2, lancé en 1965 et dont la masse est d'un peu plus de 10 tonnes, devait se désintégrer dans l'atmosphère au cours de ce week-end, très probablement entre samedi 3 novembre en fin de matinée et dimanche 4 novembre en début d'après-midi (heure de Paris). Les experts estiment que le satellite, qui pèse environ 10 tonnes de débris pourrait atterrir dans la Terre, dans une zone de 2 400 kilomètres de long sur 100 kilomètres de large, comprenant des régions s'étendant de l'extrême sud des États-Unis au Brésil, la plus grande partie de l'Afrique, l'Inde et l'Australie.

Le Nas affirmait que la rentrée dans l'atmosphère de Pégase-2 ne devait pas présenter de danger particulier, la trajectoire suivie par ce satellite se situant, pour les trois quarts au-dessus des océans. Deux satellites du même type sont récemment rentrés dans l'atmosphère terrestre, aucun débris n'en avait été retrouvé.

## PRESSE

## L'enquête sur les « journaux gratuits » piétine

Deux ans d'investigations n'ont pas permis à M. Jean Motin, conseiller d'État, de présenter au premier ministre les conclusions de l'enquête dont il a été chargé sur la presse gratuite en France. C'est en septembre 1977, en effet, que M. Barre demandait à l'ancien médiateur de conflit du Parisien libéré de faire le point sur ce phénomène endémique.

De tout temps, il a été procédé en France à des distributions gratuites de journaux et écrits périodiques, constatent M. Henri Goussier, rapporteur du Sénat pour le budget de l'information en 1978, qui cite les feuilles politiques électorales, les bulletins municipaux, etc. « Cependant, depuis ces dernières années, observait-il, s'est développée la distribution d'écrits périodiques essentiellement publicitaires, principalement diffusés dans les grands centres urbains. Ce procédé tend à se substituer à celui des prospectus, tracts et catalogues, notait encore le sénateur du Haut-Rhin.

La presse gratuite est apparue en France dans les années 1960-1965. Un bon millier de titres furent lancés assez rapidement mais on n'en comptait plus que deux cent vingt

en 1977 puis deux cent soixante-trois « journaux gratuits » parution régulière et périodique » en 1978.

En 1977, on estimait que les deux cent vingt titres recensés totalisaient un tirage de douze millions d'exemplaires et plus de deux cent millions de recettes publicitaires. On considère aujourd'hui que les recettes publicitaires drainées par les journaux gratuits représentent 5 % du chiffre d'affaires publicitaire.

Le phénomène s'est étendu à toutes les régions au point d'inquiéter les directeurs de journaux classiques. Le plus célèbre spécialiste de ces feuilles gratuites, M. Maurice André, voulait faire de Saint-Étienne la rampe de lancement d'une vaste opération nationale. Son plan, trop ambitieux, a échoué malgré le concours de M. Sylvain Floirat, actionnaire principal d'Europe 1. Les journaux gratuits qu'il a lancés dans quatre villes de la région Rhône-Alpes n'ont représenté pas moins un drago de cinq cent mille exemplaires.

Selon certaines informations, les publications gratuites pratiqueraient des tarifs de publicité nettement inférieurs aux tarifs « normaux » (deux à trois fois moins chers). Menacés de se voir privé d'une part appréciable de recettes publi-

caires, la plupart des directeurs de grands quotidiens régionaux ont contre-attaqué en lançant eux-mêmes — ou en prenant le contrôle — des feuilles gratuites : c'est le cas à Lyon et à Grenoble, à Montpellier comme à Rennes. Les publications gratuites n'étant pas inscrites à la commission paritaire, elles ne bénéficient donc pas, en principe, des différentes formes d'aide de l'État à la presse. Souhaitons que le rapport Motin en apporte la preuve absolue.

Les journaux gratuits ont désormais pignon sur rue et se sont groupés dans le Syndicat national des éditeurs de journaux périodiques gratuits, fondé en 1978, dont le siège social est installé à Troyes (Aube). Sur un plan purement commercial, les publications gratuites les plus performantes sont celles qui se spécialisent. A cet égard, les journaux gratuits de télévision qui ont profités ces dernières années en vahissent à ce point le marché dans certaines régions que la vente de télé 7 jours ou de télé-Poche s'en trouve gravement affectée. Mieux : à Strasbourg, *Est Télé-Poche* a connu un tel succès en tant que magazine gratuit, qu'il a fini... par ne plus l'être !

Aux États-Unis, les journaux gratuits sont nombreux et leurs affaires prospèrent. En Suisse, une publication gratuite a même une diffusion nationale. En République fédérale allemande, au contraire, les autorités se montrent parfois sourcilieuses. C'est ainsi que l'office fédéral de contrôle des cartes a interdit, en mai dernier, à Berlin-Ouest, la distribution gratuite d'un nouveau journal dominical *Sonnabend Aktuell*, édité par un groupe de presse de Stuttgart (Presse-Union), ainsi que son couple avec les abonnements réguliers de plusieurs quotidiens de la région.

L'office a justifié sa décision par le souci de « sauvegarder la diversité des titres » offerts aux usagers, estimant que la distribution gratuite favoriserait la position du groupe éditeur sur le marché, au point de menacer dans leur existence des entreprises concurrentes de moindre dimension.

Les petits journaux du Bade-Wurtemberg avaient d'ailleurs protesté contre ce projet.

Pour ce qui concerne la mission confiée à M. Jean Motin, le ministre de la culture et de la communication, M. Jean-Philippe Lecat, vient, par une lettre datée du 19 septembre, de lui en confirmer l'objet :

— Faire l'inventaire de l'ensemble des publications gratuites, au sens exact et restreint où on les entend, afin que le gouvernement soit à même d'apprécier l'importance que revêt ce genre de publications, en particulier l'angle économique et publicitaire ;

— Recueillir, sous forme de données circonstanciées, qui seront jointes à votre rapport à l'intention

des différentes instances appelées à en connaître, les observations des organisations professionnelles de la presse, de la publicité, des publications gratuites et de toutes activités qui s'estimeraient concernées ;

— Présenter vos conclusions, en me faisant connaître votre avis sur l'ensemble des problèmes.

En fait, il s'agit d'une relance, car M. Jean Motin avait adressé au premier ministre, en mars dernier, un premier rapport qui n'était guère concluant. Pour mener son enquête, M. Motin n'aurait reçu, d'ailleurs, qu'une aide très relative de la part des organismes professionnels concernés. Il est, espérons-le, vraisemblable que quelconque ait intérêt à ne pas faire toute la lumière sur un phénomène qui menace l'avenir de la presse écrite.

CLAUDE DURIEX.

douleurs **baume algipan**  
rhumatismales la chaleur bienfaisante  
Vos GP 255 F 480 VENTE EN PHARMACIE



## INFORMATIONS « SERVICES »

## CARNET

## VIVRE A PARIS

## Les urgences du dimanche

## SANTÉ

## UN SECOURS D'URGENCE.

Appeler le SAMU en téléphonant, pour Paris, au 567-50-50, pour l'Essonne, au 068-53-33, pour les Hauts-de-Seine, au 741-78-11, pour la Seine-Saint-Denis, au 830-32-50, pour le Val-de-Marne, au 207-51-41, pour le Val-d'Oise, au 494-52-53, pour les Yvelines, au 955-53-33, pour la Seine-et-Marne, au 437-10-11, ou, à défaut, le 17 (police) ou le 18 (pompiers), qui transmettent l'appel au SAMU.

## UN MEDECIN.

A défaut du médecin traitant, appeler la permanence des soins de Paris (537-37-00), ou la garde syndicale des médecins de Paris (535-98-11), ou l'Association pour les urgences médicales de Paris (AUMIP) (828-40-04) ou SOS-Médecins (707-77-77).

## UNE INFORMATION SUR LES INTOXICATIONS.

205-63-29 (hôpital Fernand-Widal).

## TRANSPORTS

**AÉROPORTS.** — Renseignements sur les arrivées et départs à Orly (857-12-54 ou 853-12-34), à Roissy-Charles-de-Gaulle (852-12-12 ou 852-02-00).

## COMPAGNIES AERIENNES.

Arrivées ou départs des avions : Air France (320-12-55 ou 320-13-55), U.T.A. (775-75-75), Air Inter (857-12-12). Renseignements, réservations : Air France (535-61-61), U.T.A. (775-41-42), Air Inter (539-25-25).

## S.N.C.F. — Renseignements :

261-50-50.

## ÉTAT DES ROUTES

**INTER SERVICE ROUTE** donne des renseignements généraux au 858-33-33.

Pour des renseignements plus précis, on peut s'adresser aux centres régionaux d'information

## roulote, Bordeaux (56) 96-33-33 ;

Lille (20) 52-22-01 ; Lyon (78) 54-33-53 ; Marseille (91) 78-78-78 ; Metz (87) 82-11-22 ; Rennes (90) 50-73-93.

## P.T.T.

Sont ouverts le dimanche les bureaux de :

Paris : recette principale (52, rue du Louvre, 1<sup>er</sup>), ouvert de 0 h à 24 heures.

Paris 06, annexe 1 (71, avenue des Champs-Élysées), ouvert de 10 h à 11 h et de 14 h à 20 heures.

Paris 07, invalides (3, rue de Constantin), ouvert de 7 h à 21 heures.

Orly, aéroport Sud, annexe 1, ouvert en permanence.

Orly, aéroport Ouest, annexe 2, ouvert de 8 h à 23 heures.

Roissy principal, annexes 1 et 2 (aéroport Charles-de-Gaulle), ouverte de 8 h 30 à 18 h 30.

La Recette principale de Paris assure aussi le paiement des mandats-lettres, des bons et des chèques postaux de voyage, des chèques de dépannage, des lettres-chèques ainsi que les remboursements sans préavis sur livret C.N.E.

## ANIMAUX

Un vétérinaire au 571-20-61 (de 8 h à 20 heures).

## LOISIRS

L'Office de tourisme de Paris diffuse une sélection enregistrée des loisirs à Paris : en français au 720-94-94, en anglais au 720-88-88.

## S.O.S.-AMITIÉS

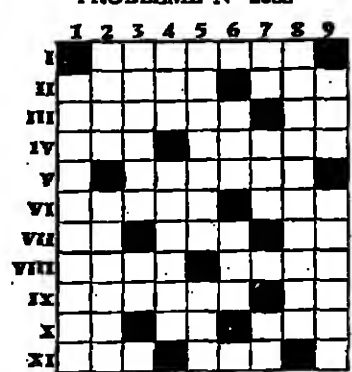
24 heures sur 24 à l'écoute au 825-70-90.

S.O.S.-3<sup>e</sup> AGE

De 9 h à 19 heures au 340-44-11, tous les jours.

## MOTS CROISÉS

## PROBLEME N° 2532



## HORIZONTALEMENT

1. La décroche, c'est prendre le quart. — II. Récepteur pour le poisson; Roi de Juda. — III. Point de chute pour des froids; Entre trois et quatre. — IV. Pas valide. — V. Ne pas laisser échapper. — VI. Est très impressionnée par tout ce qui brille. — VII. N'a pas de mal à suivre quand il est bon; Est une attitude très entrepreneur. — VIII. Faut être triplé par celui qui n'adhère pas; Exclut les différences; Qui avait donc chéri. — IX. Un bleu; Est quand on n'en a pas, c'est qu'on ne prend pas de gants; Est une attitude très entrepreneur. — X. Faut autorité. — XI. Gamme, parfois. — XII. Une place importante.

## VERTICALEMENT

1. Parient bas quand ils sont en congés. — 2. Sorte de boudin; Morceau pour le chat.

## CIRCULATION

## LA VIGNETTE AUTO EN VENTE DEPUIS LE 2 NOVEMBRE

La nouvelle vignette auto est mise en vente dans les recettes des impôts depuis le vendredi 2 novembre. A partir du

3. Peut nous faire passer pour un jeune. Affirmation étrange. — 4. Volt apparence une belle; Bassins pour les plongeurs. — 5. Qui ont donc trop attendu; Pas aimable. — 6. Sorte de singe; Pour enrichir l'ouvrage. — 7. Note; Pile d'Harmonie; Mesure. — 8. CD il y a une bonne chaleur. — 9. Exclamation de celui qui vient d'encaisser; Mesurait comme autrefois.

## Solution du problème n° 2531

## Horizontalement

I. Navire (cf. « alpa »); Paras. — II. Matelassier; I. — III. Air; Estafier; Ru (cf. « abats »). — IV. Tê-tê-tê; Penn; Tek (autre orthographe de « tect »). — V. Eau; Ba; — VI. Né; Ibis; Cl; Eb. — VII. Naine; Shire; Iso. — VIII. Murs; Maison. — IX. Er; De; Mon. — X. Lavier; Snob; Es. — XI. Usées; Amériques. — XII. Sir; Sago; En. — XIII. Léna; Tels. — XIV. Orlé; Ghabelle (espèce du conchier; entre les sources). — XV. Ennuque; Détente.

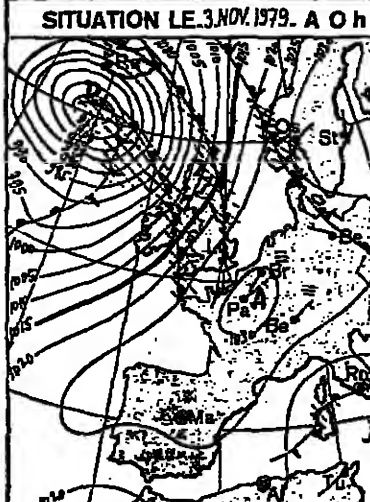
## Verticalement

1. Mâtin; Méline (fée). — 2. Nais; Ennuque. — 3. Atré; A.R.; Vernon. — 4. Vê; Tuzis; Ré; Alu. — 5. Des; Miss; EQ. — 6. Haerics; A. — 7. Er; Drage. — 8. Saphisme; Réel. — 9. Ite; Sui; SR (service des renseignements); Led. — 10. Peine; Ri; Nil; Bé. — 11. Arbre; O.R. — 12. Orlé; Ghabelle. — 13. Tu; Imo; L.N. (guerre de Troie). — 14. Sirènes; Ure; Tê. — 15. Juke-box; Asie.

## GUY BROUTY.

## MÉTÉOROLOGIE

## SITUATION LE 3 NOV. 1979. A 0 h G.M.T.



## PRÉVISIONS POUR LE 4-11 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le samedi 3 novembre à 6 heures et le dimanche 4 novembre à 24 heures. Les hautes pressions centrées maintenant sur la France vont se déplacer vers l'est en s'affaiblissant et se morcèleront. Les perturbations océaniques qui circulent au nord de ces hautes pressions s'écarteront progressivement, dimanche, la moitié nord de la France. Dimanche, le temps sera très nuageux sur la moitié nord de la France avec, en début de journée, de faibles pluies éparpillées qui seront surtout localisées du Morvan aux Ardennes et aux Vosges, ainsi que

près des côtes. L'après-midi, quelques rares éclaircies pourront se développer, mais les pluies deviendront plus orageuses et un peu plus marquées sur les régions voisines de la Manche où les vents de sud-ouest deviendront assez forts. Sur la moitié sud de la France, le début de matinée sera assez frais, surtout dans l'intérieur où des gelées blanches sont probables tandis que l'on observera des éclaircies, mais aussi des bruyantes et quelques nuages bas. Après la dissipation de ces formations brumeuses, le temps sera bien ensoleillé. Les vents seront faibles et les températures maximales varieront peu.

Températures : le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 3 octobre. Le second, le minimum de la nuit du 2 au 3 : Alsace, 19 et 7 degrés; Bretagne, 17 et 7; Bordeaux, 17 et 8; Bourg, 14 et 11; Caen, 15 et 7; Clermont-Ferrand, 14 et 1; Dijon, 13 et 2; Grenoble, 13 et 1; Lille, 13 et 1; Lyon, 13 et 1; Marseille, 17 et 3; Nancy, 12 et 2; Nantes, 16 et 5; Nice, 17 et 10; Paris, 14 et 11; Rouen, 15 et 8; Strasbourg, 13 et 1; Toulouse, 15 et 8.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 20 et 11 degrés; Amsterdam, 13 et 1; Athènes, 13 et 1; Berlin, 8 et 3; Bonn, 13 et 1; Bruxelles, 13 et 1; Le Caire, 22 (max); Les Canaries, 24 et 12; Copenhague, 12 et 3; Genève, 14 et 1; Lisbonne, 22 et 14; Londres, 13 et 8; Madrid, 20 et 3; Moscou, 15 et 10; Malte, 28 et 17; New-York, 20 et 10; Palma-de-Majorque, 22 et 9; Rome, 19 et 11; Stockholm, 1 et 8.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des 2 et 3 novembre 1979 :

## DES DÉCRETS

● Fixant les conditions d'accès au cycle de préparation aux concours externes de l'Ecole nationale d'administration organisée au Conservatoire national des arts et métiers.

● Modifiant le décret du 16 juin 1955 relatif à l'autonomie financière du Collège de France.

## JEUNESSE

## LA PAROLE EST AUX ENFANTS.

Les 7 et 8 novembre prochains, une confrontation enfants-adultes, organisée par la Fondation de France et la Mutualité sociale agricole, a lieu à Tours (Indre-et-Loire). Le thème choisi : « Les relations des enfants avec les autres générations dans le monde rural ». Quelques cinquante enfants, de six à douze ans, participeront à cette rencontre.

\* Renseignements : 46, avenue Roche, 75006 Paris, tél. 563-46-46.

## CONFÉRENCES

Honoré, M. Jacques Givet : « Israël et le génocide inachevé » (ASCA), 17 h 30, 11 bis, rue Reppier : « La vie après la mort » (Loge ouïe des théosophes), entrée libre.

## LUNDI 5 NOVEMBRE

20 h 30, 12, rue Fauré-de-Chavanon, M. Albert Memmi : « La dépendance » (Fédération africaine de France).

## PARIS EN VISITES

## DIMANCHE 4 NOVEMBRE

« Le Luxembourg », 10 h 30, 15, rue de Valenciennes (Mme Legros).

« L'art européen à la cour d'Espagne au XVIII<sup>e</sup> siècle », 10 h 30, Grand Palais (Mme Zuljovic).

« Hôtel de Castris », 15 h, 72, rue de Valenciennes (Mme Lamy-Lassalle).

« La mosaïque de Paris », 15 h, place du Puits-de-l'Ermitte (Mme Le Breton).

« Hôtel de Sully », 15 h, 62, rue Saint-Antoine (Mme Couval).

« L'abbaye de Parthenay », 15 h, 37, rue de Bellechasse (L'art pour tous).

« Cimetière de Passy », 15 h, 2, rue du Commandant-Schlossing (Mme Barbier).

« Port-Royal de Paris », 15 h, 123, boulevard du Port-Royal (Mme Camille).

« Moutierland et ses secrets », 10 h 30, métro Monge (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Abbaye de Saint-Martin-des-Champs », 15 h, 232, rue Saint-Martin (Mme Ferrand).

« Les salons du Conseil d'Etat », 15 h, grille d'entrée du Palais-Royal (Mme Hager).

« Hôtels de l'Île-Saint-Louis », 15 h, métro Saint-Paul (Mme Baulier).

« Notre-Dame de Paris », 15 h, portail central (Lucie-Vielles).

« Les hôtels de Rouen et de Caen », 15 h, 30, rue des Francs-Bourgeois (Histoire et Archéologie).

« Le Palais du Luxembourg », 15 h, 15, rue de Valenciennes (M. de La Roche), entrée libre.

« Les casernes », 10 h, 2 bis, place Desferrière-Rochereau (Tourisme culturel).

« Les synagogues de la rue des Rosiers », 15 h, musée du Louvre, porte Denon (Arts).

« L'atelier d'un tailleur-couturier », 15 h, 187, rue Saint-Jacques (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Rats de France et d'Angleterre », 15 h, Musée des monuments français (Histoire et Archéologie).

« Le Palais et la Sainte-Chapelle », 15 h, 4, boulevard du Palais (Tourisme culturel).

« Vieilles rues de Paris, Abbaye Saint-Martin-des-Champs », 15 h, métro Étienne-Mauroi (Le Vieux Paris).

## Naissances

— M. Antoine MEYER et Mme. née Bertrange, et Jean-Philippe ont la joie de faire part de la naissance de :

Arnand, le 22 octobre 1979.

12, avenue des Pavillons, 75017 Paris.

— Mme Françoise Berlandini, Mme Albert Keller,

ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille :

Julie, au foyer de leurs enfants Denis KELLER et Marc Jocelyn Berlandini, Paris, le 19 octobre 1979.

## Décès

— Mme Gaston ARBONVILLE, son épouse,

Ses petits-enfants,

En toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de :

M. Gaston ARBONVILLE, ancien directeur adjoint industriel de la compagnie aérienne U.T.A., chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'Ordre national du Mérite.

survenu subitement le jeudi 1<sup>er</sup> novembre 1979, à Maisons-Laffitte.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 6 novembre 1979 à 10 h 30, en l'église Saint-Urbain, place de la Liberté à La Garenne-Colombes.

82350 La Garenne-Colombes.

— Le président, la direction générale, la direction industrielle et tout le personnel de la compagnie aérienne U.T.A. ont la douleur de faire part du décès de :

M. Gaston ARBONVILLE, ancien directeur adjoint industriel U.T.A., chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'Ordre national du Mérite.

survenu subitement le jeudi 1<sup>er</sup> novembre 1979, à Maisons-Laffitte.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 6 novembre 1979 à 10 h 30, en l'église Saint-Urbain, place de la Liberté à La Garenne-Colombes.

82350 La Garenne-Colombes.

— M. et Mme Jean Sarton du Jonchay et leurs enfants,

M. et Mme Jean Sarton et leurs enfants,

M. et Mme Jean Sarton et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de leur père et grand-père,

M. Jacques SARTON du JONCHAY,

endormi dans la paix du Seigneur le jour de la Toussaint 1979, à l'âge de soixante-sept ans.

Les obsèques auront lieu à Nice le lundi 5 novembre 1979.

— M. et Mme Jean Sarton du Jonchay et leurs enfants,

M. et Mme Jean Sarton et leurs enfants,

M. et Mme Jean Sarton et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de leur père et grand-père,

M. Jacques SARTON du JONCHAY,

endormi dans la paix du Seigneur le jour de la Toussaint 1979, à l'âge de soixante-sept ans.

Les obsèques auront lieu à Nice le lundi 5 novembre 1979.

— M. et Mme Jean Sarton du Jonchay et leurs enfants,

M. et Mme Jean Sarton et leurs enfants,

M. et Mme Jean Sarton et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de leur père et grand-père,

M. Jacques SARTON du JONCHAY,

endormi dans la paix du Seigneur le jour de la Toussaint 1979, à l'âge de soixante-sept ans.

Les obsèques auront lieu à Nice le lundi 5 novembre 1979.

— M. et Mme Jean Sarton du Jonchay et leurs enfants,

M. et Mme Jean Sarton et leurs enfants,

M. et Mme Jean Sarton et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de leur père et grand-père,

M. Jacques SARTON du JONCHAY,

endormi dans la paix du Seigneur le jour de la Toussaint 1979, à l'âge de soixante-sept ans.

Les obsèques auront lieu à Nice le lundi 5 novembre 1979.

— M. et Mme Jean Sarton du Jonchay et leurs enfants,

M. et Mme Jean Sarton et leurs enfants,

M. et Mme Jean Sarton et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de leur père et grand-père,

M. Jacques SARTON du JONCHAY,

endormi dans la paix du Seigneur le jour de la Toussaint 1979, à l'âge de soixante-sept ans.

Les obsèques auront lieu à Nice le lundi 5 novembre 1979.

— M. et Mme Jean Sarton du Jonchay et leurs enfants,

M. et Mme Jean Sarton et leurs enfants,

M. et Mme Jean Sarton et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de leur père et grand-père,

M. Jacques SARTON du JONCHAY,

endormi dans la paix du Seigneur le jour de la Toussaint 1979, à l'âge de soixante-sept ans.

Les obsèques auront lieu à Nice le lundi 5 novembre 1979.

— M. et Mme Jean Sarton du Jonchay et leurs enfants,

M. et Mme Jean Sarton et leurs enfants,

M. et Mme Jean Sarton et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de leur père et grand-père,

M. Jacques SARTON du JONCHAY,

endormi dans la paix du Seigneur le jour de la Toussaint 1979, à l'âge de soixante-sept ans.

Les obsèques auront lieu à Nice le lundi 5 novembre 1979.

— M. et Mme Jean Sarton du Jonchay et leurs enfants,

M. et Mme Jean Sarton et leurs enfants,

M. et Mme Jean Sarton et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de leur père et grand-père,

M. Jacques SARTON du JONCHAY,

endormi dans la paix du Seigneur le jour de la Toussaint 1979, à l'âge de soixante-sept ans.

Les obsèques auront lieu à Nice le lundi 5 novembre 1979.

— M. et Mme Jean Sarton du Jonchay et leurs enfants,

M. et Mme Jean Sarton et leurs enfants,

M. et Mme Jean Sarton et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de leur père et grand-père,

M. Jacques SARTON du JONCHAY,

endormi dans la paix du Seigneur le jour de la Toussaint 1979, à l'âge de soixante-sept ans.

Les obsèques auront lieu à Nice le lundi 5 novembre 1979.

— M. et Mme Jean Sarton du Jonchay et leurs enfants,

M. et Mme Jean Sarton et leurs enfants,

M. et Mme Jean Sarton et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de leur père et grand-père,

M. Jacques SARTON du JONCHAY,

endormi dans la paix du Seigneur le jour de la Toussaint 1979, à l'âge de soixante-sept ans.

Les obsèques auront lieu à Nice le lundi 5 novembre 1979.

— M. et Mme Jean Sarton du Jonchay et leurs enfants,

M. et Mme Jean Sarton et leurs enfants,

M. et Mme Jean Sarton et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de leur père et grand-père,

M. Jacques SARTON du JONCHAY,

endormi dans la paix du Seigneur le jour de la Toussaint 1979, à l'âge de soixante-sept ans.

Les obsèques auront lieu à Nice le lundi 5 novembre 1979.











## AFFAIRES

## Pauvre épargne

Depuis le 19 octobre, le dialogue entre le gouvernement et le Parlement sur le régime de l'épargne en France est dans une impasse en apparence totale. Le vote, par une Assemblée tricolore de l'amendement 101 de MM. Boile et Inchausti, limitant à 5000 F par ménage le montant des intérêts versés par les caisses d'épargne en exonération d'impôt, se révèle parfaitement contradictoire. Cette limitation doit, en principe, apporter une compensation budgétaire à l'octroi d'une demi-part fiscale supplémentaire pour le troisième enfant et le quatrième enfant d'un ménage. Mais en aucune façon, les élus ne voudraient heurter de front aussi brutalement leurs électeurs en s'attaquant à un « privilège » profondément enraciné et concernant directement l'« épargne populaire ».

Les « régrés » du parti communiste qui, faute d'une seconde délibération, recadrera son vote et se prononcera contre l'amendement 101, indiquent dans quelle confusion le scrutin s'est déroulé. Nul doute qu'à la reprise des débats, théoriquement le 17 novembre, et à la faveur d'une seconde lecture, cet amendement disparaîtra, au grand soulagement de M. Monory, ministre de l'économie qui, le 20 octobre, dénonçait « le coup de poignard porté aux caisses d'épargne », « qui n'existent pratiquement plus ».

Mais, au-delà de ces péripéties, une série de questions se posent, à laquelle aucune vraie réponse n'est ou ne veut être apportée. La première est simple : la multiplication légale des livrets d'épargne exonérés d'impôts (un par tête dans chaque ménage, deux si on

cumule le livret A de Caisse d'épargne et le livret bleu de Crédit mutuel) profite-t-elle avant tout aux ménages les plus aisés ? Une étude sur les « nouveaux paradis fiscaux » rédigée par le Centre d'information et d'étude du crédit (CIEC), émanation de la Compagnie bancaire, filiale de la Banque de Paris et des Pays-Bas, avance que la moitié de l'épargne sur livrets exonérés d'impôts serait détenue par 5 % à 7 % des foyers français, ceux disposant des revenus les plus élevés. On rejoint là une constatation déjà ancienne : les ménages les plus fortunés savent le mieux gérer leurs disponibilités en s'assurant 6,50 % d'intérêt net d'impôts sur des dépôts pratiqués à vue, ce qui correspond à un intérêt brut de 10,80 %, environ, impossible à obtenir en période normale.

## Chiffres et statistiques

On pourra glosier encore longtemps sur les chiffres et les statistiques, mais une seconde question se pose avec acuité : faut-il taxer une épargne qui subit de plein fouet l'érosion monétaire ? Le terme de « paradis fiscal » utilisé par le CIEC n'apparaît-il pas quelque peu abusif dans la mesure où les ménages touchent un « intérêt négatif » sur une épargne rémunérée à 6,50 %, alors que le taux d'inflation est supérieur à 10 % ? Devraient-ils encore ajouter l'impôt à cette perte ?

Le CIEC estime que les détenteurs de livrets à exonération seront répartis en catégories les plus fortunées, jouissent d'un privilège fiscal qui coûterait entre 5 et 10 milliards de francs à la collectivité. Et quand cela

serait-il ? Il faut bien de la vertu, ou beaucoup d'ignorance, pour laisser des sommes importantes placées à 6,50 %, même net d'impôt. Quant à la collectivité, elle bénéficie largement des milliards de francs ainsi collectés et répercutés aux régions, aux villes, aux communes et des taux défiant toute concurrence, précisément grâce à ces dépôts sur livrets. Le CIEC est plus crédible lorsqu'il avance que les avantages accordés aux livrets exonérés privilégient l'épargne à court terme aux dépens de l'épargne à long terme (obligations, notamment).

## Un coupable : l'inflation

Mais selon que la durée moyenne des dépôts sur livrets, épargne de précaution, est supérieure à trois ans ? Sait-on, également, que la rémunération des placements de plus de 100 000 francs, effectués auprès des banques, est libre, ce qui permet aux ménages fortunés d'obtenir actuellement des rémunérations brutes supérieures à 11 % et voisines de 12 % pour des placements à un mois, et ceci sans limitation ? Même en retranchant l'impôt libératoire de 40 %, il reste encore près de 7 %, et cela n'a rien à voir avec les livrets.

Dans cette affaire, le véritable coupable est l'inflation, véritable impôt qui pénalise l'épargne banale et classique alors qu'elle avantage les placements en biens « réels » (pièces, bijoux, objets d'art, etc.). Faut-il vraiment superposer un impôt à un autre ? La est la vraie question. Mais encore une fois, pauvre épargne !

FRANÇOIS RENARD.

## L'AIDE A LA CRÉATION D'ENTREPRISES

## &lt; Cette fois, ce sera du concret... &gt;

La création d'entreprises, on en parle, beaucoup même depuis qu'on s'est aperçu à la fin de la crise, que le taux de création dans l'industrie française (2 % environ) ne permettait plus d'assurer le renouvellement de la population d'entreprises.

Les pouvoirs publics s'emparent du dossier, les initiatives louables sont pas manquées : concours, prêts à garantir, circuits d'aides financières diverses, fiches de conseils et, finalement, Agence nationale, les créateurs d'entreprise sont, depuis trois ans, à entendre les discours officiels, les enfants chéris de la politique industrielle.

L'objectif fixé par le programme de 1964, est ambitieux : rien moins que le doublement du taux de natalité des entreprises françaises. Pourtant, ces actions n'ont pas donné, jusqu'à présent, les résultats escomptés. Les pesanteurs administratives en ont souvent paralysé l'application, de même que les luttes sournoises d'influence entre organismes chargés de les mettre en œuvre. Surtout, manque toujours le « nerf de la guerre », les habitudes du système bancaire français rendant tout financement sensible à tout jeune créateur sans le soutien des fonds nécessaires au démarrage de son entreprise.

S'il n'y a son actif que ses idées et son enthousiasme, mais rien à offrir en garantie, le candidat entrepreneur, à moins d'agir dans une région privilégiée par l'action gouvernementale, est encore là, ne s'en sortira pas.

## VERONIQUE MAURUS.

1) Fondation Claude-Bourg-Fontaine de France, 40, avenue Roche, 75008 Paris.

## LES COOPÉRATIVES DE FRUITS ET LÉGUMES TRANSFORMÉS SOUHAITENT UN CONTRÔLE DES IMPORTATIONS

Les coopératives de fruits et légumes transformés, qui ont tenu récemment leur assemblée générale, estiment que, au moment où l'activité agro-alimentaire devient une priorité en France, avec la nomination d'un secrétaire d'Etat, il serait paradoxal de ne pas assurer une meilleure protection communautaire contre la concurrence des importations des pays tiers.

À l'intérieur de l'Europe, la France détient une position dominante avec des consommations de légumes, 60 % des champignons de couche et 86 % des pruneaux. En l'absence d'un système complet d'organisation économique, les producteurs souhaitent que soit tenu un état annuel des productions mondiales, pour surveiller le marché très fluctuant des fruits et légumes transformés.

En cas de perturbation du marché européen, les professionnels souhaitent que soient créés des certificats d'importation, et en dernier recours que puisse être déclenchée une action de surveillance qui corresponde à la fermeture des frontières.

● La coopérative agricole du « Beau Marais », à Béthune (Pas-de-Calais), vient de déposer son bilan. Elle emploie cent cinquante-cinq salariés, et régule, depuis dix ans, le marché européen de la conserve de légumes, et qui a provoqué, en France et en Belgique, de nombreuses fermetures d'usines. — (Corresp.)

● M. Bernard Vernier-Paillet, P.-D.G. de la régie Renault, a été nommé membre du conseil d'administration d'Alcatel-Motors Corp. (A.M.C.), quatrième constructeur américain d'automobiles. Aux termes de l'accord de coopération récemment conclu entre les deux firmes (Le Monde daté 14-15 octobre), Renault, qui a pris une participation au capital d'A.M.C., doit obtenir en effet deux places au conseil d'administration d'A.M.C.

● L'entreprise Richet (bâtiment) a récemment déposé son bilan devant le tribunal de commerce de Saint-Denis (Côte-d'Or). En septembre dernier, environ la moitié des chèques devant régler les salaires de soixante-dix salariés étaient restés impayés. L'entreprise, fondée en 1919, avait été dirigée jusqu'en 1977 par M. Robert Richet, ancien président de la chambre de commerce des Côtes-du-Nord et ancien député U.D.R. de ce département. Son fils lui avait succédé.

## LA SEMAINE FINANCIÈRE

## SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

## Nouvelle baisse de la livre

L'événement de la semaine a été constitué par la nouvelle baisse de la LIVRE STERLING, tandis que le DOLLAR s'affaiblissait légèrement et que l'affaiblissement du YEN japonais était freiné par le relèvement du taux d'escompte nippon. Quant à l'or, il a continué à fléchir lentement.

Dès les premiers jours de la semaine, la LIVRE STERLING était vivement attaquée. Le prétexte était une décision du ministère britannique de l'énergie imposant aux compagnies qui exploitent le gisement Brent, en mer du Nord, de réduire leur production pour limiter le gaspillage du gaz rejeté dans l'atmosphère. Mais l'attaque se poursuivait les jours suivants, au point que la Banque d'Angleterre devait intervenir. Les motifs mis en avant ont été la crainte de réactions syndicales à l'annonce de réductions draconiennes dans les dépenses publiques et à celle de la fermeture d'une aciérie, entraînant la suppression de cinq mille cinq cents emplois.

En outre, et peut-être plus sûrement, la rémunération sur avances accordée par le marché des eurodollars, où les taux sont désormais bien supérieurs à ceux offerts à Londres, entraîne des transferts de capitaux de la LIVRE vers le DOLLAR. Ajoutons, enfin, la levée du contrôle des changes, qui peut également provoquer quelques transferts. Mais, selon le courrier londonien Phillips et Drew, si la LIVRE va se montrer résistante pendant les prochaines semaines, précisément cause de la suppression du contrôle des changes, elle restera fondamentalement fermée grâce au pétrole de la mer du Nord, qui ne peut que se valoriser.

Le DOLLAR s'est légèrement effrité, en raison, essentiellement, d'une aggravation sensible du déficit de la balance commerciale des États-Unis en septembre, dû à l'augmentation de la facture pétrolière, qui s'est établie à un niveau record. Toutefois, l'évolution de l'économie américaine devrait permettre au DOLLAR de rester « assez ferme » au cours des six à neuf mois à venir, a estimé en début de semaine à Londres le spécialiste japonais (il a fallu donner jusqu'à 239 YENS

pour un DOLLAR, puis 238 YENS en fin de semaine) a été freinée par la hausse du taux de l'escompte de la Banque du Japon. Cette dernière, intervenant massivement pour soutenir sa monnaie, s'efforce de lutter, certes, une inflation, aggravée par la chute du YEN, renchérit les importations nippones et donc les prix intérieurs. La dépréciation du YEN inquiète les producteurs européens et américains, qui redoutent la concurrence.

## Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(La ligne inférieure donne cours de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	\$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Fiori	Lire italienne
Londres...	—	2,0583	5,6766	3,4006	3,7022	59,6945	4,1138	171,85
	—	2,1050	5,8388	3,5948	3,7974	61,0871	4,2215	174,78
New-York...	2,0585	—	22,7048	69,3321	55,6019	3,4483	56,9775	6,1202
	2,1050	—	22,6546	69,6690	55,4323	3,4428	56,8628	6,1203
Paris.....	5,6766	4,2190	—	235,14	234,36	14,5345	210,51	5,6685
	5,8388	4,2215	—	233,50	234,34	14,5678	210,79	5,6597
Zurich....	3,4006	163,28	39,1333	—	81,8543	5,6985	82,6620	1,9665
	3,5948	166,59	39,2849	—	82,2949	5,7374	83,0216	2,0030
Frankfurt.	3,7022	170,85	42,6028	108,1638	—	6,2017	83,9928	2,1827
	3,7974	180,40	42,6725	108,3485	—	6,2164	83,9326	2,1782
Bruxelles.	59,6945	23	6,2885	17,5543	16,1245	—	14,5109	3,4872
	61,0871	23,8200	6,3645	17,6254	16,0684	—	14,4102	3,4911
Amsterdam.	4,1128	199,83	47,4140	120,9746	111,1204	6,8914	—	2,4032
	4,2215	200,55	47,4303	120,4504	111,1696	6,9187	—	2,4126
Milan....	171,85	—	6,2166	197,2954	503,2853	402,2853	28,5758	416,1181
	174,78	—	6,3125	196,6292	499,2492	400,7813	28,6400	414,4551

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent la courbe de valeur en francs de 1 dollar, de 1 livre, de 100 deutschemarks, de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 lire.

directeur général de l'Agence monétaire saoudienne, a déclaré que les pays de l'OPEP ont un « intérêt vital » à la stabilité et à la force du DOLLAR et garderont une « attitude raisonnable vis-à-vis de cette devise ». Quant à l'or, a estimé M. Abdulatif, « il ne joue aucun rôle dans la politique de planification de l'Arabie Saoudite, et il a seulement une importance secondaire dans celle des pays de l'OPEP ».

La baisse du YEN japonais (il a fallu donner jusqu'à 239 YENS

pour un DOLLAR, puis 238 YENS en fin de semaine) a été freinée par la hausse du taux de l'escompte de la Banque du Japon. Cette dernière, intervenant massivement pour soutenir sa monnaie, s'efforce de lutter, certes, une inflation, aggravée par la chute du YEN, renchérit les importations nippones et donc les prix intérieurs. La dépréciation du YEN inquiète les producteurs européens et américains, qui redoutent la concurrence.

## MATIÈRES PREMIÈRES

## HAUSSE DU SUCRE ET DE L'ÉTAIN

MÉTALX. — La reprise des cours du sucre s'est confirmée, et même accentuée. Au Metal Exchange de Londres, les stocks londoniens sont estimés à leur niveau le plus bas depuis janvier 1975, soit à 147 000 tonnes (— 1 200 tonnes). La diminution prévue de la consommation mondiale, en raison d'un ralentissement de l'activité économique dans la plupart des pays industrialisés, sera compensée par des réductions de livraison de métal en provenance de l'Indonésie.

Une progression des cours de l'étain sur les différents marchés, en corrélation avec le coup d'état militaire bolivien et des rumeurs relatives à une grève générale dans ce pays, a entraîné la hausse de l'étain (production australienne, difficile à évaluer). Les pays exportateurs de sucre du CIPEC souhaitent parvenir à un accord avec les pays consommateurs pour obtenir des prix plus stables.

Une progression des cours de l'étain sur les différents marchés, en corrélation avec le coup d'état militaire bolivien et des rumeurs relatives à une grève générale dans ce pays, a entraîné la hausse de l'étain (production australienne, difficile à évaluer). Les pays exportateurs de sucre du CIPEC souhaitent parvenir à un accord avec les pays consommateurs pour obtenir des prix plus stables.

Une progression des cours de l'étain sur les différents marchés, en corrélation avec le coup d'état militaire bolivien et des rumeurs relatives à une grève générale dans ce pays, a entraîné la hausse de l'étain (production australienne, difficile à évaluer). Les pays exportateurs de sucre du CIPEC souhaitent parvenir à un accord avec les pays consommateurs pour obtenir des prix plus stables.

Une progression des cours de l'étain sur les différents marchés, en corrélation avec le coup d'état militaire bolivien et des rumeurs relatives à une grève générale dans ce pays, a entraîné la hausse de l'étain (production australienne, difficile à évaluer). Les pays exportateurs de sucre du CIPEC souhaitent parvenir à un accord avec les pays consommateurs pour obtenir des prix plus stables.

Une progression des cours de l'étain sur les différents marchés, en corrélation avec le coup d'état militaire bolivien et des rumeurs relatives à une grève générale dans ce pays, a entraîné la hausse de l'étain (production australienne, difficile à évaluer). Les pays exportateurs de sucre du CIPEC souhaitent parvenir à un accord avec les pays consommateurs pour obtenir des prix plus stables.

Une progression des cours de l'étain sur les différents marchés, en corrélation avec le coup d'état militaire bolivien et des rumeurs relatives à une grève générale dans ce pays, a entraîné la hausse de l'étain (production australienne, difficile à évaluer). Les pays exportateurs de sucre du CIPEC souhaitent parvenir à un accord avec les pays consommateurs pour obtenir des prix plus stables.

Une progression des cours de l'étain sur les différents marchés, en corrélation avec le coup d'état militaire bolivien et des rumeurs relatives à une grève générale dans ce pays, a entraîné la hausse de l'étain (production australienne, difficile à évaluer). Les pays exportateurs de sucre du CIPEC souhaitent parvenir à un accord avec les pays consommateurs pour obtenir des prix plus stables.

Une progression des cours de l'étain sur les différents marchés, en corrélation avec le coup d'état militaire bolivien et des rumeurs relatives à une grève générale dans ce pays, a entraîné la hausse de l'étain (production australienne, difficile à évaluer). Les pays exportateurs de sucre du CIPEC souhaitent parvenir à un accord avec les pays consommateurs pour obtenir des prix plus stables.

Une progression des cours de l'étain sur les différents marchés, en corrélation avec le coup d'état militaire bolivien et des rumeurs relatives à une grève générale dans ce pays, a entraîné la hausse de l'étain (production australienne, difficile à évaluer). Les pays exportateurs de sucre du CIPEC souhaitent parvenir à un accord avec les pays consommateurs pour obtenir des prix plus stables.

Une progression des cours de l'étain sur les différents marchés, en corrélation avec le coup d'état militaire bolivien et des rumeurs relatives à une grève générale dans ce pays, a entraîné la hausse de l'étain (production australienne, difficile à évaluer). Les pays exportateurs de sucre du CIPEC souhaitent parvenir à un accord avec les pays consommateurs pour obtenir des prix plus stables.

Une progression des cours de l'étain sur les différents marchés, en corrélation avec le coup d'état militaire bolivien et des rumeurs relatives à une grève générale dans ce pays, a entraîné la hausse de l'étain (production australienne, difficile à évaluer). Les pays exportateurs de sucre du CIPEC souhaitent parvenir à un accord avec les pays consommateurs pour obtenir des prix plus stables.

Une progression des cours de l'étain sur les différents marchés, en corrélation avec le coup d'état militaire bolivien et des rumeurs relatives à une grève générale dans ce pays, a entraîné la hausse de l'étain (production australienne, difficile à évaluer). Les pays exportateurs de sucre du CIPEC souhaitent parvenir à un accord avec les pays consommateurs pour obtenir des prix plus stables.

Une progression des cours de l'étain sur les différents marchés, en corrélation avec le coup d'état militaire bolivien et des rumeurs relatives à une grève générale dans ce pays, a entraîné la hausse de l'étain (production australienne, difficile à évaluer). Les pays exportateurs de sucre du CIPEC souhaitent parvenir à un accord avec les pays consommateurs pour obtenir des prix plus stables.

Une progression des cours de l'étain sur les différents marchés, en corrélation avec le coup d'état militaire bolivien et des rumeurs relatives à une grève générale dans ce pays, a entraîné la hausse de l'étain (production australienne, difficile à évaluer). Les pays exportateurs de sucre du CIPEC souhaitent parvenir à un accord avec les pays consommateurs pour obtenir des prix plus stables.

Une progression des cours de l'étain sur les différents marchés, en corrélation avec le coup d'état militaire bolivien et des rumeurs relatives à une grève générale dans ce pays, a entraîné la hausse de l'étain (production australienne, difficile à évaluer). Les pays exportateurs de sucre du CIPEC souhaitent parvenir à un accord avec les pays consommateurs pour obtenir des prix plus stables.

Une progression des cours de l'étain sur les différents marchés, en corrélation avec le coup d'état militaire bolivien et des rumeurs relatives à une grève générale dans ce pays, a entraîné la hausse de l'étain (production australienne, difficile à évaluer). Les pays exportateurs de sucre du CIPEC souhaitent parvenir à un accord avec les pays consommateurs pour obtenir des prix plus stables.

Une progression des cours de l'étain sur les différents marchés, en corrélation avec le coup d'état militaire bolivien et des rumeurs relatives à une grève générale dans ce pays, a entraîné la hausse de l'étain (production australienne, difficile à évaluer). Les pays exportateurs de sucre du CIPEC souhaitent parvenir à un accord avec les pays consommateurs pour obtenir des prix plus stables.

Une progression des cours de l'étain sur les différents marchés, en corrélation avec le coup d'état militaire bolivien et des rumeurs relatives à une grève générale dans ce pays, a entraîné la hausse de l'étain (production australienne, difficile à évaluer). Les pays exportateurs de sucre du CIPEC souhaitent parvenir à un accord avec les pays consommateurs pour obtenir des prix plus stables.

Une progression des cours de l'étain sur les différents marchés, en corrélation avec le coup d'état militaire bolivien et des rumeurs relatives à une grève générale dans ce pays, a entraîné la hausse de l'étain (production australienne, difficile à évaluer). Les pays exportateurs de sucre du CIPEC souhaitent parvenir à un accord avec les pays consommateurs pour obtenir des prix plus stables.

Une progression des cours de l'étain sur les différents marchés, en corrélation avec le coup d'état militaire bolivien et des rumeurs relatives à une grève générale dans ce pays, a entraîné la hausse de l'étain (production australienne, difficile à évaluer). Les pays exportateurs de sucre du CIPEC souhaitent parvenir à un accord avec les pays consommateurs pour obtenir des prix plus stables.

Une progression des cours de l'étain sur les différents marchés, en corrélation avec le coup d'état militaire bolivien et des rumeurs relatives à une grève générale dans ce pays, a entraîné la hausse de l'étain (production australienne, difficile à évaluer). Les pays exportateurs de sucre du CIPEC souhaitent parvenir à un accord avec les pays consommateurs pour obtenir des prix plus stables.

Une progression des cours de l'étain sur les différents marchés, en corrélation avec le coup d'état militaire bolivien et des rumeurs relatives à une grève générale dans ce pays, a entraîné la hausse de l'étain (production australienne, difficile à évaluer). Les pays exportateurs de sucre du CIPEC souhaitent parvenir à un accord avec les pays consommateurs pour obtenir des prix plus stables.

Une progression des cours de l'étain sur les différents marchés, en corrélation avec le coup d'état militaire bolivien et des rumeurs relatives à une grève générale dans ce pays, a entraîné la hausse de l'étain (production australienne, difficile à évaluer). Les pays exportateurs de sucre du CIPEC souhaitent parvenir à un accord avec les pays consommateurs pour obtenir des prix plus stables.

Une progression des cours de l'étain sur les différents marchés, en corrélation avec le coup d'état militaire bolivien et des rumeurs relatives à une grève générale dans ce pays, a entraîné la hausse de l'étain (production australienne, difficile à évaluer). Les pays exportateurs de sucre du CIPEC souhaitent parvenir à un accord avec les pays consommateurs pour obtenir des prix plus stables.

Une progression des cours de l'étain sur les différents marchés, en corrélation avec le coup d'état militaire bolivien et des rumeurs relatives à une grève générale dans ce pays, a entraîné la hausse de l'étain (production australienne, difficile à évaluer). Les pays exportateurs de sucre du CIPEC souhaitent parvenir à un accord avec les pays consommateurs pour obtenir des prix plus stables.

Une progression des cours de l'étain sur les différents marchés, en corrélation avec le coup d'état militaire bolivien et des rumeurs relatives à une grève générale dans ce pays, a entraîné la hausse de l'étain (production australienne, difficile à évaluer). Les pays exportateurs de sucre du CIPEC souhaitent parvenir à un accord avec les pays consommateurs pour obtenir des prix plus stables.

Une progression des cours de l'étain sur les différents marchés, en corrélation avec le coup d'état militaire bolivien et des rumeurs relatives à une grève générale dans ce pays, a entraîné la hausse de l'étain (production australienne, difficile à évaluer). Les pays exportateurs de sucre du CIPEC souhaitent parvenir à un accord avec les pays consommateurs pour obtenir des prix plus stables.

Une progression des cours de l'étain sur les différents marchés, en corrélation avec le coup d'état militaire bolivien et des rumeurs relatives à une grève générale dans ce pays, a entraîné la hausse de l'étain (production australienne, difficile à évaluer). Les pays exportateurs de sucre du CIPEC souhaitent parvenir à un accord avec les pays consommateurs pour obtenir des prix plus stables.

Une progression des cours de l'étain sur les différents marchés, en corrélation avec le coup d'état militaire bolivien et des rumeurs relatives à une grève générale dans ce pays, a entraîné la hausse de l'étain (production australienne, difficile à évaluer). Les pays exportateurs de sucre du CIPEC souhaitent parvenir à un accord avec les pays consommateurs pour obtenir des prix plus stables.

Une progression des cours de l'étain sur les différents marchés, en corrélation avec le coup d'état militaire bolivien et des rumeurs relatives à une grève générale dans ce pays, a entraîné la hausse de l'étain (production australienne, difficile à évaluer). Les pays exportateurs de sucre du CIPEC souhaitent parvenir à un accord avec les pays consommateurs pour obtenir des prix plus stables.

Une progression des cours de l'étain sur les différents marchés, en corrélation avec le coup d'état militaire bolivien et des rumeurs relatives à une grève générale dans ce pays, a entraîné la hausse de l'étain (production australienne, difficile à évaluer). Les pays exportateurs de sucre du CIPEC souhaitent parvenir à un accord avec les pays consommateurs pour obtenir des prix plus stables.

Une progression des cours de l'étain sur les différents marchés, en corrélation avec le coup d'état militaire bolivien et des rumeurs relatives à une grève générale dans ce pays, a entraîné la hausse de l'étain (production australienne, difficile à évaluer). Les pays exportateurs de sucre du CIPEC souhaitent parvenir à un accord avec les pays consommateurs pour obtenir des prix plus stables.

Une progression des cours de l'étain sur les différents marchés, en corrélation avec le coup d'état militaire bolivien et des rumeurs relatives à une grève générale dans ce pays, a entraîné la hausse de l'étain (production australienne, difficile à évaluer). Les pays exportateurs de sucre du CIPEC souhaitent parvenir à un accord avec les pays consommateurs pour obtenir des prix plus stables.

Une progression des cours de l'étain sur les différents marchés, en corrélation avec le coup d'état militaire bolivien et des rumeurs relatives à une grève générale dans ce pays, a entraîné la hausse de l'étain (production australienne, difficile à évaluer). Les pays exportateurs de sucre du CIPEC souhaitent parvenir à un accord avec les pays consommateurs pour obtenir des prix plus stables.

Une progression des cours de l'étain sur les différents marchés, en corrélation avec le coup d'état militaire bolivien et des rumeurs relatives à une grève générale dans ce pays, a entraîné la hausse de l'étain (production australienne, difficile à évaluer). Les pays exportateurs de sucre du CIPEC souhaitent parvenir à un accord avec les pays consommateurs pour obtenir des prix plus stables.

Une progression des cours de l'étain sur les différents marchés, en corrélation avec le coup d'état militaire bolivien et des rumeurs relatives à une grève générale dans ce pays, a entraîné la hausse de l'étain (production australienne, difficile à évaluer). Les pays exportateurs de sucre du CIPEC souhaitent parvenir à un accord avec les pays consommateurs pour obtenir des prix plus stables.

Une progression des cours de l'étain sur les différents marchés, en corrélation avec le coup d'état militaire bolivien et des rumeurs relatives à une grève générale dans ce pays, a entraîné la hausse de l'étain (production australienne, difficile à évaluer). Les pays exportateurs de sucre du CIPEC souhaitent parvenir à un accord avec les pays consommateurs pour obtenir des prix plus stables.

Une progression des cours de l'étain sur les différents marchés, en corrélation avec le coup d'état militaire bolivien et des rumeurs relatives à une grève générale dans ce pays, a entraîné la hausse de l'étain (production australienne, difficile à évaluer). Les pays exportateurs de sucre du CIPEC souhaitent parvenir à un accord avec les pays consommateurs pour obtenir des prix plus stables.

Une progression des cours de l'étain sur les différents marchés, en corrélation avec le coup d'état militaire bolivien et des rumeurs relatives à une grève générale dans ce pays, a entraîné la hausse de l'étain (production australienne, difficile à évaluer). Les pays exportateurs de sucre du CIPEC souhaitent parvenir à un accord avec les pays consommateurs pour obtenir des prix plus stables.

Une progression des cours de l'étain sur les différents marchés, en corrélation avec le coup d'état militaire bolivien et des rumeurs relatives à une grève générale dans ce pays, a entraîné la hausse de l'étain (production australienne, difficile à évaluer). Les pays exportateurs de sucre du CIPEC souhaitent parvenir à un accord avec les pays consommateurs pour obtenir des prix plus stables.

remplir ses obligations comme exportateur en raison d'une récolte décevante.

Depuis des cours du café sur les places européennes, les dépôts occasionnels par les pays à la récolte colombienne seraient inférieurs aux prévisions.

## MARCHÉ MONÉTAIRE

## Escalade générale des taux

Tandis qu'aux États-Unis le relèvement du taux de base des banques à 15,25 %, nouveau record historique, se généralisait, l'Allemagne fédérale, les Pays-Bas et le Japon augmentaient leur taux d'escompte en milieu de semaine, imités par la France où la Banque centrale a relevé le taux de son intervention à la veille du week-end.

C'est une escalade en règle, où chacun, attentif à ses problèmes propres, ne se préoccupe guère de ceux du voisin. Ainsi, la Bundesbank justifie le relèvement d'un point de son taux d'escompte et son taux d'avance sur titres (Lombard), portés respectivement à 8 % et 7 %, au plus haut depuis 1975, par le soutien de l'inflation. Ce faisant, elle a été vivement critiquée par les syndicats, tandis que le gouvernement, passablement embarrassé, se fait savoir que s'il « comprenait » la décision de la Bundesbank, il n'allait pas jusqu'à l'approuver. La semaine dernière, nous l'avions relaté, M. Manfred Lamstein, secrétaire d'Etat aux

finances, dans un article de notre confrère le Handelsblat, estimait qu'une telle mesure n'était pas justifiée, puisque la progression de la masse monétaire est, maintenant, bien contrôlée et qu'un ralentissement de l'expansion est probable pour 1980. Mais les dirigeants de la Bundesbank, très indépendants du pouvoir, ont jugé que la priorité devait être donnée à la lutte contre la hausse des prix.

Du coup, la Banque centrale des Pays-Bas a suivi, avec un relèvement de 0,50 % de son taux d'escompte, porté à 8,50 %. La Banque nationale suisse elle-même n'y est pas allée de main morte : elle a augmenté et simplement doublé son taux d'escompte, jusqu'à maintenant de 1 % seulement, il est vrai, et qui sera fixé à 2 % dès lundi prochain. Autre mesure prise par les autorités helvétiques, l'« intérêt négatif » prélevé sur les dépôts étrangers en Suisse a été ramené de 10 % par trimestre à 2 1/2 % par trimestre.

On se demandait quelle serait l'attitude de la France dans cette escalade. Depuis quelque temps, on le sait, la Banque de France semblait avoir renoncé à suivre la Réserve fédérale américaine dans sa politique de hausse des taux à outrance. Mais il y avait fort à parier qu'elle réagirait au cas où la Bundesbank ferait mouvement, cela afin d'éviter les tensions au sein du système monétaire européen. Tel a été le cas : vendredi, à 17 heures, l'indicateur d'émission augmentait de 0,50 % ses taux d'intervention contre bons du Trésor qui passent à 13 % à un mois, 12 1/2 % à trois mois et 12 5/8 % à six mois. Nul doute que le loyer de l







هكذا من الأصل